

CRISE SANITAIRE

Covid-19

« APRÈS » « VU » « PENDANT »

Revue de presse Internet lors du confinement

Mai 2020

Nicolas Leprêtre, DPDP



DÉLÉGATION TERRITOIRES & PARTENARIATS

DIRECTION DE LA PROSPECTIVE ET DU DIALOGUE PUBLIC

GRANDLYON
la métropole

MAI 2020 **Métropole de Lyon**

■ Remerciements pour la collecte d'articles

L'équipe DPDP, notamment Anne-Laure Garçin, Corinne Hooge, Sophie Hohmann, Pierre Houssais, Adrien Michon, Eddy Maaroufi, Jean-Loup Molin, Lena Palenius, Caroline Richemont, Lucie Verchère.

Ainsi que : Isabelle Baraud-Serfaty, Aurélien Boutaud, Boris Chabanel, Manon Loisel, Benjamin Pradel, Nicolas Rio et Ludovic Viévard, membres du réseau de veille DPDP.

■ Mise en page

Nathalie Joly, DPDP

Introduction

Aussi dramatique est-elle, la crise sanitaire créée par la propagation du SARS-Cov-2 (Coronavirus, responsable de la maladie Covid-19) et ses conséquences multiples –notamment le confinement– constituent une occasion assez unique de penser la situation actuelle et à venir de notre société : ses choix politiques, orientations budgétaires, modes de consommation, hiérarchies sociales, etc.

Ce constat part d'une intuition assez évidente mais qui doit être formulée : la crise du coronavirus et le confinement vécu par la moitié de l'humanité début 2020 ont un pouvoir de reconfiguration des enjeux politiques et des structures économiques, comme en témoigne la multiplication des contributions sur Internet et dans la presse invitant à « penser l'après ». Des travaux de prospectives, déjà nombreux, proposent des scénarios d'après-crise¹ ou des méthodologies de travail².

Est-ce une crise passagère, une étape vers des évolutions importantes ou une rupture radicale ? Il est probable que nombre des attentes formulées au cours du confinement ne connaîtront pas de lendemain. Pour autant, les aspirations et analyses qui ont émergé dans cette période n'en perdent pas de leur intérêt : comme tout matériau d'analyse, il faut les replacer dans leur contexte d'élocution et ces sources illustrent la pensée à l'instant "T" du confinement ; d'un point de vue prospectif, elles constituent une source intéressante pour « penser l'avenir ».

Dans ce contexte, la Direction de la prospective et du dialogue public (DPDP) de la Métropole de Lyon a souhaité, à travers cette synthèse, rendre compte des débats qui tentent de décrire les reconfigurations potentielles créées par la crise sanitaire que nous vivons. D'une certaine manière, ce document lui-même est une ressource brute, le reflet d'un état de réflexion à un moment donné (celui du déconfinement) que nous partageons pour alimenter le débat public.

■ **Ce travail ne vise absolument pas l'exhaustivité**, il se veut même sélectif à partir d'une question : comment pense-t-on « l'après » ? Nous nous sommes astreints tant bien que mal à garder une exigence dans la sélection : déceler ce qui apporte réellement une manière de voir autrement la situation vécue, et ne pas se limiter aux analyses préconçues qui restreignent le champ de pensée.

■ **L'analyse se concentre sur les tribunes d'opinion**, ce qui exclut nombre d'articles de journalisme sur le déroulé de la crise (renforcement des inégalités, gestion politique).

■ **La sélection privilégie les effets de bascule**, plus que les tendances qui se renforcent. Ainsi, beaucoup d'articles ont décrit le creusement des inégalités déjà présentes pendant la crise. Ce point a été relevé dans l'analyse, mais il a été moins central que d'autres éléments (par exemple, quelles sont les nouvelles tendances en matière de sentiments d'injustice ou de production industrielle qui pourraient émerger ?).

■ **Les sujets sélectionnés relèvent de domaines relevant le plus souvent de l'action publique**. Ainsi, certains thèmes ne seront pas abordés alors qu'ils ont fait l'objet de débats : le rapport à l'intimité, les relations familiales, le vécu individuel du confinement – notamment l'impact psychologique –, les initiatives artistiques qui ont foisonné, etc.

■ **L'analyse est restreinte au contexte français**, alors que la crise est résolument mondiale. Il serait en effet intéressant de comparer davantage les tendances et sujets de débats propres à la France par rapport à ce qui se dit ailleurs dans le monde.

■ **La rédaction de cette synthèse a eu lieu à la fin du confinement** avec un recul assez limité par rapport à l'actualité du confinement et ses suites. Il faut là encore le voir comme un matériau à l'instant –t de l'état des réflexions.

1. <https://www.futuribles.com/fr/document/crise-du-covid-19-esquisse-de-scenarios-a-lhorizon/>

2. <https://prospective-technologique.ch/q035-covid-19-comment-commencer-serieusement-a-anticiper-les-impacts-de-la-crise-en-60-minutes-chrono/>

Les articles ont été principalement relevés dans les médias suivants : Le Monde, Libération, Le Figaro, Les Echos, Reporterre, La Tribune, Médiapart. La revue est complétée par quelques articles de presse étrangère et par des think tanks et sites à vocation scientifique ou prospective : Usbek & Rica, AOC, The Conversation, le CNRS, Fondation Jean Jaurès, l'IDDRI, Futuribles... La collecte des articles s'est effectuée du 16 mars au 30 avril 2020.

Le document s'articule de la manière suivante :

- ➔ Une analyse de la manière dont la crise a été décrite : ses causes, l'importance de l'événement, la bascule vers un éventuel « après ».
- ➔ Une courte description des tendances qui se renforcent et des solutions remises au goût du jour (ce point n'étant pas au cœur de la démarche, voir supra sur la méthodologie).
- ➔ Un panorama de quelques tendances qui semblent émerger du nouveau contexte de crise.
- ➔ Des considérations en conclusion sur l'action publique.

SOMMAIRE

L'ANALYSE DE LA CRISE : ÉTAT DES LIEUX DES FAÇONS DE DÉCRIRE UN ÉVÉNEMENT MAJEUR ET L'HORIZON DES POSSIBLES p. 7

Caractériser la crise sanitaire : un événement (imprévisible ?) À part qui crée des incertitudes	7
À la recherche des causes : une transmission probablement liée à la biodiversité et une propagation associée à des facteurs humains.....	9
Quelles suites ? Quatre horizons de « l'après » dès les premiers jours du confinement.....	11
Un « retour à la normale » dans un contexte plus contraint malgré des évolutions	12
Un « après » radicalement différent, centré sur les enjeux climatiques et sociaux	13
Une bascule vers une restriction de libertés individuelles et une société de surveillance	14
Une installation dans le temps de la crise.....	14

DÉFIANCE, INÉGALITÉ, ACCÉLÉRATION, INTERDÉPENDANCE... : LA CRISE RÉVÈLE ET RENFORCE CERTAINES TENDANCES DÉJÀ PRÉSENTES 16

La révélation des systèmes complexes d'interdépendances mondiales	16
Les inégalités sociales et les sentiments d'injustice se renforcent.....	17
L'accélération de notre temps est exposée avec l'arrêt brutal causé par le confinement.....	18
Des comportements individuels à la fois mal compris et au cœur de la prise de décision.....	19
La défiance envers les « élites » et la montée du complotisme.....	19
Quelles « solutions » sont remises au goût du jour ?.....	20

CRISE ÉCONOMIQUE, GESTION DU RISQUE, RELOCALISATION, TRANSITION : LA CRISE MET À L'AGENDA PUBLIC ET PRODUIT DE NOUVELLES TENDANCES 21

Tendance #1 - Le spectre de la crise économique s'impose et va orienter les décisions à venir.....	21
Tendance #2 - La parole scientifique est revalorisée, même si l'avènement d'une société du risque et la superposition des controverses scientifiques et politiques bouleversent la décision publique	22
Tendance #3 - Le processus de mondialisation est toujours plus contesté, et de nouveaux arguments sont mobilisés pour une relocalisation partielle de la production	26
Tendance #4 - La crise questionne la valeur du travail et intègre la notion de « travail essentiel »	30
Tendance #5 - Première étape de la transition écologique ou faux parallèle ? Le champ des possibles sur la crise environnementale s'ouvre et se referme à la fois.....	31
Tendance #6 – L'accent sur la responsabilité individuelle se renforce	34

QUESTIONNEMENTS POUR L'ACTION PUBLIQUE 37

Justice sociale : prendre en compte le besoin d'équité et l'expression des sentiments d'injustice dans la relance 38

Le faire-ensemble : quelle place à l'individu ou au citoyen ? 39

L'efficacité de l'action : l'efficacité avant tout, mais sous quels critères ? 41

Quelques pistes de réflexions par entrée thématique 43

Aménagement du territoire 43

Urbanisme 44

Social et médico social 45

Éducation..... 46

Numérique..... 46

L'ANALYSE DE LA CRISE : état des lieux des façons de décrire un événement majeur et l'horizon des possibles

Cette partie revient sur la caractérisation de la crise, telle qu'elle a été faite dans les articles publiés lors du confinement. Cette description n'a pas qu'un apport intellectuel : les choix dans la manière de décrire la crise déterminent en partie les solutions proposées et les tendances prospectives esquissées.

Nous revenons ici sur trois éléments qui ressortent de la revue d'articles :

- ❶ caractériser « l'événement » ;
- ❷ en définir les causes pour lui donner un cadre de pensée partagé par tous ;
- ❸ s'interroger sur « l'après ».

à retenir

- La crise sanitaire marque par son imprévisibilité débattue et par son ampleur, ce qui a amené à penser « l'après » à travers quatre prismes : un retour à la normale, une rupture vers un modèle plus écologique, une bascule vers un modèle illibéral et un « long maintenant » de crise.
- Le trafic d'animaux sauvage et plus largement la destruction de la biodiversité sont présentés comme les causes très probables de la transmission du virus à l'humain, sa propagation étant surtout associée à des facteurs humains (mobilité, actions politiques, mondialisation).

CARACTÉRISER LA CRISE SANITAIRE : UN ÉVÉNEMENT (IMPRÉVISIBLE ?) À PART QUI CRÉE DES INCERTITUDES

L'idée d'une crise s'est vite imposée dans le débat public. Mais qu'entend-on par « crise » ? Le chercheur Ousama Bouiss³, reprenant les travaux d'Edgar Morin, rappelle quatre caractéristiques : un système complexe (ici la société) subit une crise lorsqu'il est soumis à une perturbation, qui accroît les désordres et incertitudes, crée des blocages dans le système et amène à rechercher des sorties de crise. Il pointe qu'« *il est essentiel de rappeler le caractère incertain et ambigu d'une crise* » mais aussi que la crise « *offre des conditions nouvelles pour l'action* ».

Le premier élément de discussion autour de l'événement concerne sa rareté et son imprévisibilité. C'est en ce sens que la figure du « cygne noir » a été très utilisée, reprenant l'expression de Nassim Nicholas Taleb pour caractériser un événement très improbable, à l'impact considérable, pour lequel la prévisibilité est construite après-coup⁴.

3. https://theconversation.com/quest-ce-qu'une-crise-136026?utm_medium

4. Voir notamment la discussion du parallèle fait avec la crise des subprimes par Laurence Scialom : <https://aoc.media/analyse/2020/03/15/covid-19-petrole-et-cygne-noir/>

Cette figure du « cygne noir » a également été critiquée par d'autres personnes comme Andrew McAfee⁵ qui considèrent que l'événement avait été prévu⁶.

Au-delà de son imprévisibilité –supposée ou acquise– c'est bien la perturbation créée par la situation qui montre que la crise sanitaire vécue est un « événement » à part. Au niveau mondial, ce sont l'extension de la crise au domaine économique et financier et le confinement de la moitié de l'humanité qui marquent le caractère inédit de l'événement. Au niveau national et même individuel, les conditions exceptionnelles qui ont marqué la vie de chacun suffisent pour en attester : une privation de circulation et la fermeture d'activités par le confinement, un chômage partiel massif, la fermeture partielle des frontières, des services de réanimation débordés dans certaines régions qui ont amené à mobiliser les trains et l'armée pour déplacer des malades en France, etc. Une particularité de cette crise est qu'elle est présentée comme « volontaire » (Jacques Attali)⁷, au nom de la préservation du collectif, pour sauver des vies. L'événement se caractérise dès lors par un impact fort de la crise sanitaire dans le récit individuel de chacun, comme le note Marcel Gauchet⁸, dans les premiers jours du confinement.

🗨️ *pour les individus, il y a une disproportion entre la gravité relative de cette épidémie et la lourdeur du dispositif politique qui impose de mettre de côté sa vie et ses choix personnels. On est dans un processus de réveil. Et on va voir dans les prochaines semaines jusqu'où le décalage entre l'individu et le collectif se réduit... ou s'accuse. Nous vivons un véritable test politique à grande échelle. Est-ce que la dimension individualiste, libérale et privée a pris totalement le dessus dans nos sociétés ou pas ? Nous allons le découvrir très prochainement.»*

Mais comment **prendre la mesure de l'événement** ? Pour Marcel Gauchet, le discours d'Emmanuel Macron du 16 mars 2020, déclarant une guerre contre le virus, consistait justement à « caractériser l'événement », à faire prendre conscience de la réalité du moment : « **Déclarer l'état de guerre est la seule manière que nous avons de nommer la portée de l'événement. Selon moi, il consiste dans la réapparition du politique, entendu au sens de ce qui assure l'existence et la permanence d'une communauté, d'une règle collective qui s'impose à tous parce qu'elle engage la vie et la mort de chaque membre** »⁹. Ce discours martial a été très discuté, entre ceux qui s'y retrouvent pour décrire les actions à mettre en place, et ceux qui le réfutent (Pascale Molinier)¹⁰. Ces derniers font valoir le fait qu'une guerre nécessite un ennemi, avec son idéologie, ce qui n'est pas le cas d'un virus ; et que la rhétorique du front dans les hôpitaux peut certes décrire les situations dramatiques vécues, mais que les personnels soignants ne seraient en rien des soldats.

5. <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/andrew-mcafee-il-y-a-dix-ans-la-situation-aurait-ete-bien-pire-1189452>

6. Le caractère prévisible de cette crise sanitaire a fait couler beaucoup d'encre. Cette analyse rétrospective n'a pas été retenue ici.

7. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/des-vaccins-des-medicaments-vite-plus-vite-1193620>

8. <https://www.philomag.com/lactu/marcel-gauchet-cest-un-reveil-du-politique-42738?fbclid=IwAR2xWpADhikURugrrHvel5lxramlPmEHpGVFyFP8vyQQnon09kZhYM9Pv5Y>

9. <https://www.philomag.com/lactu/marcel-gauchet-cest-un-reveil-du-politique-42738?fbclid=IwAR2xWpADhikURugrrHvel5lxramlPmEHpGVFyFP8vyQQnon09kZhYM9Pv5Y>

10. https://www.liberation.fr/debats/2020/03/17/coronavirus-le-soin-n-est-pas-la-guerre_1782052

À LA RECHERCHE DES CAUSES :

UNE TRANSMISSION PROBABLEMENT LIÉE À LA BIODIVERSITÉ ET UNE PROPAGATION ASSOCIÉE À DES FACTEURS HUMAINS

Peu de temps après que le confinement a été mis en place, plusieurs auteurs¹¹ ont cherché à identifier les causes qui ont amené à la transmission puis la diffusion du virus d'une part, et les causes qui ont amené à une réponse sous la forme d'un confinement d'autre part. On se limitera dans cette partie à la crise sanitaire, sans aborder la crise économique.

Les articles qui se sont intéressés aux causes de la pandémie sont nombreux. Mais deux écueils apparaissent à leur lecture : premièrement, **les analyses produites reposent assez rarement sur des éléments empiriques** concernant l'origine de la propagation du virus. Deuxièmement, **la différence entre facteur de causalité** (une action entraînant la diffusion du virus) **et facteur d'amplification** (un ensemble d'actions qui facilite la diffusion sans pour autant la causer) **n'est pas toujours clairement établie**. Ces écueils s'expliquent par deux raisons : les articles s'appuient le plus souvent sur des sources de seconde main (presse étrangère ou chinoise) ; ou encore sur des travaux scientifiques issus d'autres maladies, et dont la transposition dans le cas du SARS-Cov-2 doit être confirmée. C'est en ce sens que l'épidémiologue Didier Sicard a dénoncé le sous-investissement de la recherche sur les origines des épidémies¹². Des travaux scientifiques étudieront en ce sens les facteurs qui ont causé puis amplifié la propagation du virus dans les prochains mois.

Cette précaution étant rappelée, on peut d'ores et déjà voir plusieurs thèmes qui ressortent sur les **causes de la transmission** de la maladie à l'humain :

- Le **trafic d'animaux sauvages** en Chine et sa vente dans le marché de Wuhan : cette cause est clairement identifiée par Didier Sicard, dont il appelle à une interdiction réelle¹³. À ce stade de la connaissance, il s'agirait de la source la plus probable de transmission à l'homme du virus, plutôt qu'une création synthétique du virus qui est écartée¹⁴.
- La **perte de la biodiversité** : les destructions de la biodiversité, que ce soit dans le trafic d'animaux sauvages amenant à la disparition d'espèces, ou dans la déforestation en vue de favoriser l'urbanisation ou l'agriculture¹⁵, sont présentées comme des facteurs importants qui ont amené à ce que des humains soient en contact avec des zoonoses, c'est-à-dire des maladies qui peuvent être transmises de l'animal à l'humain¹⁶ (comme la chauve-souris ou le pangolin, animaux suspectés dans la crise actuelle). Plus précisément, la biodiversité permet la régulation des maladies, si bien que la destruction d'un écosystème peut créer un déséquilibre susceptible de favoriser la diffusion d'une maladie, selon la vétérinaire Hélène Soubelet¹⁷. Pour le docteur Sougueh Cheik, « *les écosystèmes non perturbés maintiennent une diversité d'espèces en équilibre et peuvent souvent avoir un effet régulateur sur les maladies émergentes*¹⁸ ».

11. Nous garderons le terme d'« auteur » pour décrire de manière générale à la variété des contributeurs : chercheur, éditorialiste, journaliste, écrivain...

12. <https://www.franceculture.fr/sciences/didier-sicard-il-est-urgent-denqueter-sur-lorigine-animale-de-lepidemie-de-covid-19>

13. <https://www.franceculture.fr/sciences/didier-sicard-il-est-urgent-denqueter-sur-lorigine-animale-de-lepidemie-de-covid-19>

14. https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/04/17/le-sars-cov-2-est-il-sorti-d-un-laboratoire_6036926_1650684.html

15. <https://theconversation.com/virus-quand-les-activites-humaines-semblent-la-pandemie-135907>

16. <https://theconversation.com/covid-19-ou-la-pandemie-dune-biodiversite-maltraitee-134712>

17. <https://www.mediapart.fr/journal/france/060420/helene-soubelet-il-faut-laisser-de-la-place-la-nature>

18. <https://theconversation.com/repenser-notre-rapport-a-une-nature-a-bout-de-souffle-134699>

Concernant les **facteurs de propagation** au niveau mondial, on retrouve :

- La **mobilité des humains** : le virus se transmettant d'un humain à l'autre, c'est bien le contact entre humains accéléré par une mondialisation des flux qui constitue le principal facteur de diffusion de la maladie à travers le globe. Mais si la mondialisation est un facteur clair d'accélération de la diffusion de la maladie, elle ne peut être le seul facteur explicatif. Comme le rappelle Yuval Noah Harari, « *les épidémies ont tué des millions de gens bien avant l'ère de la mondialisation. Au XIV^e siècle, il n'y avait ni avion ni bateaux de croisière, ce qui n'a pas empêché la peste noire de se répandre de l'Extrême-Orient à l'Europe occidentale en guère plus de dix ans, tuant au moins un quart de la population*¹⁹ ».
- La **métropolisation** : selon le politiste Guillaume Faburel²⁰, l'une des causes principales dans la diffusion de la maladie « *est à trouver dans la métropolisation du monde, comme mythe de la surmodernité, comme mutation forcenée de nos vies, comme arrachement définitif de la nature* ».
- La **nature systémique de notre société** : pour l'agronome Pablo Servigne²¹, « *le piège serait de considérer cette crise comme uniquement sanitaire. En réalité, elle a des causes et des conséquences externes à la santé –économiques, écologiques, politiques, financières–. C'est une crise globale, systémique.* »
- L'**impréparation politique** sur la prévention sanitaire : les sources ont été nombreuses pour pointer le manque de préparation de la part du gouvernement vis-à-vis de la crise qui se profilait, amplifiant les conséquences²². Si les mois prochains permettront d'y voir plus clair sur le déroulé de la crise, l'opinion française semble porter un regard critique à ce sujet. Dans une enquête OpinionWay pour le Cevipof du mois d'avril, 84 % des sondés français affirment que « le gouvernement devra rendre des comptes », et 80 % considèrent qu'il y a eu des « fautes commises par certains membres du gouvernement »²³. À noter que certains auteurs opposent les lacunes de la préparation aux bienfaits de la mondialisation : alors que nombre de critiques voient dans la crise actuelle une remise en cause de la mondialisation, Jean-Charles Simon²⁴ y voit quant à lui une faillite de l'État providence bureaucratique dont seule la coopération permise par la mondialisation a pu atténuer les effets.
- La **sous-dotation des hôpitaux publics** : de nombreux articles ont déploré la vulnérabilité du système de santé et de recherche²⁵, ainsi que les baisses de budgets des hôpitaux, en comparaison d'autres pays, qui ont amené à confiner la population pour lisser la courbe d'admissions. Pour résumer sur ce point, l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran²⁶ considère que l'ampleur de la crise vécue est à lier aux sous-investissements dans le domaine de la santé et de l'éducation :

💡 (...) *il est intéressant de voir que même si la crise n'est pas endogène, le Coronavirus, qui joue ici un rôle de catalyseur de crise économique et financière, révèle tous les dysfonctionnements de notre système économique. Il montre le sous-investissement dans le domaine de la santé, mais aussi*

19 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/05/yuval-noah-harari-le-veritable-antidote-a-l-epidemie-n-est-pas-le-repli-mais-la-cooperation_6035644_3232.html

20 <https://reporter.net/La-metropolisation-du-monde-est-une-cause-de-la-pandemie>

21 https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/04/10/pablo-servigne-cette-crise-je-ne-l-ai-pas-vue-venir-alors-que-je-la-connaissais-en-theorie_6036175_3244.html

22 <https://www.mediapart.fr/journal/france/020420/masques-les-preuves-d-un-mensonge-d-etat>

23 https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/04/18/le-gouvernement-francais-a-peut-etre-deja-perdu-la-bataille-de-la-confiance_6036991_823448.html

24 <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/la-faillite-de-la-gestion-publique-1193885>

25 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/jean-tirole-face-au-coronavirus-allons-nous-enfin-apprendre-notre-lecon_6034318_3232.html

26 <https://aoc.media/entretien/2020/03/20/jezabel-couppey-soubeyran-le-coronavirus-revele-tous-les-dysfonctionnements-de-notre-systeme-economique/>

dans l'éducation : si nous sommes aujourd'hui aussi difficilement en mesure d'assurer la continuité de l'école et des formations en situation de confinement, c'est en grande partie par manque d'investissements dans les moyens numériques dans le secteur de l'éducation, ou dans la formation des enseignants aux supports numériques par exemple.»

Pour finir, plusieurs articles ont fait le lien avec le réchauffement climatique, même si **ce lien entre SARS-Cov-2 et réchauffement climatique est complexe**. Si le chercheur Serge Morand établit une corrélation entre de précédentes épidémies et la sécheresse²⁷, la relation de cause à effet nécessite des travaux complémentaires. Un article de Reporterre²⁸ cite la climatologue Katharine Hayhoe, pour qui « *le changement climatique n'a pas d'incidence significative sur la propagation de la maladie* » SARS-Cov-2. Cependant, à l'avenir, le réchauffement climatique peut avoir un impact significatif dans la propagation d'autres maladies, par son impact sur la biodiversité et « *en raison de la montée progressive, vers le nord, d'insectes et d'acariens jusque-là cantonnés aux latitudes tropicales et subtropicales* », ou si la fonte de sols gelés permanents réveille des virus inconnus.

QUELLES SUITES ?

QUATRE HORIZONS DE « L'APRÈS » DÈS LES PREMIERS JOURS DU CONFINEMENT

Assez rapidement, l'exceptionnalité de la situation a amené plusieurs personnes à faire un constat : le champ des possibles s'est ouvert. C'est en ce sens que la nécessité de penser un « après » a vite été un leitmotiv de nombre de publications²⁹, au point que certains déplorent une profusion des spéculations et de solutions fantasmées³⁰ ou la reprise de « convictions d'avant-crise » (François Pellerin)³¹.

Mais comment « l'après » est-il envisagé ? D'une certaine manière, nombre d'auteurs projettent légitimement leurs idées et solutions passées vers l'avenir (cf. section « Quelles solutions ? », partie 2). **Les rapports de force politiques d'avant-crise sont en effet retransposés pour décrire la situation d'après, avec une opposition entre libéralisme, conservatisme et écologisme**³². On voit néanmoins quelques postures un peu plus fines qui se sont dessinées au fur et à mesure des lectures. Si un retour à la situation d'avant est peu envisageable compte tenu des conséquences économiques, sociales et sanitaires de la crise, les articles qui se projettent sur l'après confinement peuvent se répartir en quatre postures principales : un retour à la normal du point de vue politique, malgré une situation économique et sanitaire bien plus contraignante ; une rupture vers un modèle radicalement différent (souvent fondé sur des critères écologiques et sociaux), une bascule vers une restriction de libertés et une société de surveillance, ou enfin le maintien dans le temps d'un « long maintenant ».

27. « Les futures épidémies que nous vivrons », interviewé par Léo Grasset, 23 avril 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=VJNt1AQ8p2A>

28. <https://reporterre.net/Le-changement-climatique-va-stimuler-les-pandemies-et-autres-menaces-sur-la-sante>

29. Cet accent impressionnant sur « l'après » mériterait à lui seul d'être analysé et questionné.

30. <https://www.lopinion.fr/edition/economie/ils-n-ont-pas-retenu-lecons-tribune-julien-damon-215423>

31. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-ne-nous-laissons-pas-derober-notre-monde-dapres-1194778>

32. Dans des termes différents : <https://reporterre.net/Conservatrice-reactionnaire-ou-progressiste-trois-voies-pour-l-apres-crise-sanitaire>

➔ UN « RETOUR À LA NORMALE », DANS UN CONTEXTE PLUS CONTRAINT MALGRÉ DES ÉVOLUTIONS

Dans cette première posture, le confinement serait une **parenthèse de privation de libertés avant un « retour à la normale », bien que marqué par un contexte économique bien plus difficile et des tensions sociales exacerbées**. Le quotidien s'en trouvera modifié, avec une montée du chômage, une explosion de la dette, l'essor du populisme, mais on n'assistera pas à de changements radicalement différents par rapport aux changements prônés par les autres postures, hormis les conséquences de la crise à gérer (cf. tendance #1, partie 3). Julien Damon prend ici pour comparaison les appels à changer après le passage de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002³³ :

Les donneurs de leçon professionnels ont ainsi radoté tandis que le Front national s'implantait davantage. Quel rapport avec le Coronavirus ? Quelque chose de simple : il y a fort à parier que le monde de demain ne sera pas vraiment différent de celui d'aujourd'hui, que les recettes face à la catastrophe économique ne soient pas radicalement neuves, que les convictions des uns et des autres ne soient pas intégralement bousculées. »

La comparaison avec le passé est également mobilisée à travers l'histoire d'autres épidémies³⁴.

Certains auteurs sont donc résolument optimistes, comme Andrew McAfee³⁵ qui considère que les sociétés européennes ont la capacité de faire face à cette crise –du moins plus que les États-Unis–, notamment grâce à l'utilisation des technologies numériques qui permettent une adaptation rapide. Pour Sacha Benhamou, les lois de l'économie n'évolueront pas et la mondialisation poursuivra son chemin³⁶.

Bien entendu, il y aura des évolutions. Une partie de la production sera vraisemblablement relocalisée pour renforcer la résilience du territoire (cf. tendance #3, partie 3). Autre sujet, Andrew McAfee évoque un changement possible concernant la question des données personnelles face à un éventuel traçage des déplacements individuels : sur ce sujet, il invite à « changer notre regard sur la vie privée » tout en posant des garde-fous dans l'utilisation de ces données. D'autres considèrent que la mondialisation évoluera, avec davantage de coopération internationale comme le journaliste Gérard Horny³⁷. Pour l'économiste Daniel Cohen, la crise signe le passage à une nouvelle étape du capitalisme mondiale, avec un poids du numérique qui va s'accroître dans nos vies, comme cela s'est déjà manifesté lors du confinement :

C'est certainement la fin, ou le début du recul du capitalisme mondialisé tel qu'on l'a connu depuis quarante ans, c'est-à-dire à la recherche incessante de bas coûts en produisant toujours plus loin. Mais elle signale aussi l'accélération d'un nouveau capitalisme, le capitalisme numérique... (...) Le confinement général dont nous faisons l'objet à présent utilise massivement ces techniques : le télétravail, l'enseignement à distance, la télé-médecine... Cette crise sanitaire apparaîtra peut-être, rétrospectivement, comme un moment d'accélération de cette virtualisation du monde. Comme le point d'inflexion du passage du capitalisme industriel au capitalisme numérique, et de son corollaire, l'effondrement des promesses humanistes de la société postindustrielle. »

33. <https://www.lopinion.fr/edition/economie/ils-n-ont-pas-retenu-lecons-tribune-julien-damon-215423>

34. <http://demain-lecole.over-blog.com/2020/04/covid-19-non-tout-ne-va-pas-changer-quelques-lecons-a-tirer-de-l-histoire.html>

35. <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/andrew-mcafee-il-y-a-dix-ans-la-situation-aurait-ete-bien-pire-1189452>

36. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-il-ny-aura-pas-de-monde-dapres-1193742>

37. <http://www.slate.fr/story/188421/coronavirus-demondialisation-echanges-frontieres-chine>

➔ UN « APRÈS » RADICALEMENT DIFFÉRENT, CENTRÉ SUR LES ENJEUX CLIMATIQUES ET SOCIAUX

Du côté de la gauche de l'échiquier politique ou des mouvements écologistes, les parallèles établis entre crise sanitaire et crise climatique ont été nombreux. Sur le climat, l'intensité de la crise et de ses conséquences font écho à des débats qui courraient depuis deux ans sur la « collapsologie » : si la cause n'est pas celle habituellement privilégiée, les effets ont été vite comparés³⁸.

Le postulat consiste le plus souvent à juger que « le monde ne sera plus jamais comme avant », à « ne pas reprendre comme avant³⁹ » et à profiter du temps du confinement pour se recentrer sur l'essentiel. Dans cette posture, **la crise sanitaire est présentée comme une étape vers un « après » radicalement différent, un changement de paradigme global**. Certaines tribunes sont à cet égard assez pessimistes, comme celle de Noël Mamère⁴⁰ pour qui cela « *ressemble à une grande opération de diversion qui permet d'éviter d'accepter toute la vérité sur ce que nous avons fait subir à notre milieu de vie* », considérant alors que « *la catastrophe est là, avec son lot de nouvelles pandémies à venir, de sécheresses, d'ouragans, d'incendies gigantesques, de canicules, de conflits armés pour le contrôle des ressources, de migrations massives* ».

Cela étant dit, nombre de tribunes et articles qui « pensent l'après » en intégrant les enjeux écologiques et sociaux, sans pour autant minimiser les défis à venir, proposent d'ouvrir des portes vers des futurs qu'ils jugent désirables. Trois thèmes ressortent : la revalorisation de métiers essentiels et mal payés –avec en toile de fond la fin de mesures d'austérités–, la relocalisation de la production et la prise en compte réelle des enjeux climatiques (cf. respectivement les tendances #4 et #3 et #5 de la partie 3, dans des formulations précisées).

Sur la transition climatique, les appels sont nombreux à « résister », à ne pas « reprendre comme avant ». **Le parallèle entre l'ampleur des effets de la crise en termes de réduction des émissions de CO₂ et la nécessité de poursuivre cette réduction amène plusieurs auteurs à ne pas vouloir reprendre les activités passées**. Il faudrait selon eux « créer un déclic » (Julien Tchernia) similaire pour le climat⁴¹. La critique de la consommation est au cœur de cette réflexion.

Le changement radical ne se fera donc pas seul, il amène à deux types d'action : collectives, au sens où « *il faut combattre ceux qui vous diront qu'il faudra continuer comme avant⁴²* » selon la philosophe Cynthia Fleury ; individuelles dans la mesure où chacun par ses gestes individuels peut contribuer au changement. Sur ce dernier point, le sociologue Bruno Latour⁴³ partage la nécessité d'un « après » qui intègre les enjeux écologiques à venir, et face à la demande de relance rapide de la production, il y oppose un « surtout pas ! » en invitant par un questionnaire d'autodiagnostic à formuler des « gestes barrières » sur nos comportements au quotidien pour empêcher ce retour à l'avant.

38. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2020/03/30/yves-cochet-avec-mes-copains-collapsologues-on-s-appelle-et-on-se-dit-dis-donc-ca-a-ete-encore-plus-vite-que-ce-qu-on-pensait_6034861_4500055.html

39. https://theconversation.com/apres-le-coronavirus-le-monde-ne-sera-plus-jamais-le-meme-135121?utm_medium=email ; <https://ploum.net/rien-ne-sera-jamais-plus-comme-avant/>

40. <https://reporterre.net/Il-n-y-a-plus-d-apres-la-catastrophe-est-la>

41. <https://www.la Tribune.fr/entreprises-finance/transitions-ecologiques/coronavirus-creer-un-declic-pour-la-lutte-contre-le-changement-climatique-843479.html>

42. https://www.rtf.be/lapremiere/emissions/detail_dans-quel-monde-on-vit/accueil/article_cynthia-fleury-apres-la-crise-du-coronavirus-il-faudra-combattre-ceux-qui-vous-diront-qu-il-faudra-continuer-comme-avant?id=10467447&programId=8524&fbclid=IwAR2VejJg3Uete8t83uWnJGzrKjaDWELSD001xFWfWYyQP6x-PMNn0rtjKrw

43. <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/>

→ UNE BASCULE VERS UNE RESTRICTION DE LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET UNE SOCIÉTÉ DE SURVEILLANCE

L'état d'urgence sanitaire s'est traduit par des restrictions sans précédents en temps de paix, en termes de liberté de circulation, de commercer, d'avoir une vie familiale normale, etc. ; ainsi que par des assouplissements conséquents du code du travail⁴⁴.

Les mesures d'exception votées dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire pour répondre à l'épidémie créent des réactions diverses sur leur sincérité chez les auteurs qui adoptent cette posture : Jules Falquet, dans un article de blog sur Médiapart, fait état d'un « coup d'état militaro-industriel global⁴⁵ » qui a permis de faire passer des réformes néolibérales drastiques, et si Michel Lepeseant y voit dans Reporterre une « expérimentation totalitaire⁴⁶ », Serge Slama, professeur de droit public⁴⁷ s'interroge quant à lui dans Le Monde sur l'installation de ces mesures dans le temps :

🗨️ *Le danger, ce n'est pas tellement la proclamation de l'état d'urgence, (...) c'est son installation dans la durée et aussi qu'il constitue un laboratoire – on le voit par exemple avec l'utilisation des drones pour contrôler.»*

C'est en ce sens que l'historien et philosophe **Yuval Noah Harari invite à penser les conséquences à long terme de choix faits dans l'urgence⁴⁸ qui auraient normalement mis des années à être adoptés.** Sans réduire les futurs possibles à une bascule vers un régime autoritaire illibéral, il rappelle bien qu'il s'agit là d'une possibilité :

🗨️ *Dans ces temps de crise, nous faisons face à deux choix particulièrement importants. Le premier est un choix entre une surveillance totalitaire et un empowerment citoyen. Le second est un choix entre un isolationnisme nationaliste et une solidarité globale.»*

Dans ce domaine, les choix numériques ont été beaucoup discutés (cf. section thématique numérique, partie 4).

→ UNE INSTALLATION DANS LE TEMPS DE LA CRISE

Enfin, la dernière posture vis-à-vis de la recherche des futurs possibles consiste à... la rejeter. Car **pourquoi s'acharner à penser un futur hypothétique et lointain, quand la crise semble plutôt s'installer dans la durée, avec une présence du virus dans nos vies pour les prochains mois et années** (cf. tendance #1, partie 3) ? « Nous aurons à gérer dans la durée la présence du coronavirus dans la population⁴⁹ », et les épidémies pourraient se répéter⁵⁰, si bien que « nous n'en avons pas fini avec l'épidémie. Nous sommes même en plein dedans et bien malin qui peut dire aujourd'hui comment l'aventure se terminera⁵¹ ». Comme le suggère Thierry Keller dans son édito d'Usbek et Rica : « Par conséquent, il vaudrait sans doute mieux nous préparer à vivre en situation de crise chronique plutôt que cyclique. ».

44. <https://theconversation.com/la-sauvegarde-des-libertes-en-temps-de-guerre-contre-le-coronavirus-134913>

45. <https://blogs.mediapart.fr/jules-falquet/blog/300320/le-coup-du-virus-et-le-coup-d-etat-militaro-industriel-global>

46. <https://reporterre.net/Le-monde-qui-vient-n-a-rien-d-une-utopie-c-est-un-cauchemar>

47. https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2020/03/30/en-france-l-etat-d-urgence-bouscule-l-etat-de-droit_6034889_1653578.html

48. <https://www.ft.com/content/19d90308-6858-11ea-a3c9-1fe6fedcca75>

49. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/26/coronavirus-nous-assistons-a-une-veritable-faillite-de-notre-democratie-sanitaire_6034459_3232.html

50. <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/un-choc-qui-eboule-nos-certitudes-sur-la-resilience-de>

51. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/07/coronavirus-les-lendemain-qui-changent-ne-viendront-qu-apres-la-prise-de-conscience-du-vertige-de-la-crise_6035772_3232.html

Ce « long maintenant » qui s'ouvre devant nous selon Thierry Keller amène à renverser l'exercice de prospective. Plutôt qu'une prospective d'un futur lointain et déconnecté, il en appelle à une prospective du présent « *non messianique, humble et pleine de doutes, donc à nouveau passionnante.* »⁵². Pour d'autres, cette installation du virus dans le temps doit inciter à penser collectivement les mesures à prendre, comme le suggère une tribune d'un collectif dans Le Monde proposant un « Grenelle du Covid »⁵³.

52. <https://usbeketrica.com/article/entre-l-avant-et-l-apres-un-long-maintenant>

53. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/31/un-grenelle-du-covid-19-pour-prefigurer-la-societe-d-apres-l-epidemie_6034985_3232.html

DÉFIANCE, INÉGALITÉ, ACCÉLÉRATION, INTERDÉPENDANCE...

la crise révèle et renforce certaines tendances déjà présentes

L'objectif principal de ce document est d'identifier les tendances émergentes issues de la crise qui guideront l'action publique dans un contexte d'après confinement. Pour ce faire, nous avons fait un choix de typologie : séparer d'une part ce qui relève de tendances déjà présentées, que la crise a révélées ou renforcées, et d'autre part les tendances dont la crise a favorisé l'émergence (même si elles tirent leur source d'avant crise) et que l'acteur public devra prendre en considération.

à retenir

- La crise révèle et renforce plusieurs tendances déjà présentes au sein de la société française.
 - Elle révèle l'accélération de notre temps, l'interdépendance de notre système économique mondialisé qui s'en trouve plus fragilisé que prévu ;
 - elle renforce les inégalités, la défiance envers la classe politique, le complotisme... ;
 - elle réactualise les clivages sur les « solutions » à mettre en œuvre.

➔ LA RÉVÉLATION DES SYSTÈMES COMPLEXES D'INTERDÉPENDANCES MONDIALES

S'il ne faisait aucun doute que la mondialisation avait créé des interdépendances humaines, économiques et financières complexes, la crise sanitaire en a révélé non seulement l'ampleur, mais aussi la fragilité. Michel Lussault résume ses précédents travaux sur l'avènement du Monde de la manière suivante : « *Le Monde est donc un buissonnement d'interdépendances géographiques où, dès que quelque chose advient quelque part, cela déclenche des réactions partout où des liens sont activés par cette advenue et dont les effets peuvent être sans commune mesure avec l'impulsion initiale. Plus rien n'est insignifiant, le moindre fait recèle un potentiel imprévisible*⁵⁴. »

Pour Bruno Latour « *c'est justement son caractère globalisé qui rend si fragile ce fameux développement, susceptible au contraire de freiner puis de s'arrêter d'un coup* »⁵⁵. On retrouve ainsi de nombreuses références à « l'interdépendance »⁵⁶ (Claire Marin) et la « communauté de destin »⁵⁷ (Edgar Morin) de l'humanité, ainsi qu'à « l'effet papillon » au sein du « Système-Monde » (Michel Lussault). Pour Cyril Dion, c'est la spécialisation de nos « sociétés ultramondialisées » qui fragilise l'économie⁵⁸. Une note de l'IDDRI pointe

54. <https://aoc.media/analyse/2020/04/13/le-monde-du-virus-une-performance-geographique/>

55. <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/>

56. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/24/claire-marin-penser-les-maladies-sur-le-modele-de-la-guerre-c-est-se-meprendre-sur-l-essence-du-vivant_6034170_3232.html

57. https://www.liberation.fr/debats/2020/03/27/edgar-morin-ressentir-plus-que-jamais-la-communauté-de-destins-de-toute-l-humanité_1783400

58. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/13/cyril-dion-la-crise-du-covid-19-peut-nous-aider-a-construire-le-monde-d-apres_6036417_3232.html

ainsi l'importance de la notion de co-responsabilité⁵⁹ : « Si l'expansion d'un virus nous montre à nouveau qu'il existe des risques associés à cette interconnexion, elle nous montre aussi qu'il est essentiel de ré-appivoiser cette interdépendance entre chacun.e et tou.te.s sur la planète, et de ne pas s'illusionner sur la possibilité de quiconque de s'isoler entièrement. ».

➔ LES INÉGALITÉS SOCIALES ET LES SENTIMENTS D'INJUSTICE SE RENFORCENT

Les articles pointant le fait que la crise sanitaire renforce les inégalités sont pléthore. En particulier, on retrouve un renforcement des inégalités **dans le domaine résidentielle** (entre ceux qui ont une résidence secondaire et ceux qui n'en ont pas, entre vie dans des logements précaires de banlieues⁶⁰ et vie dans de grands appartements ou maisons avec jardin), **familial** (s'occuper ou non d'enfants), **éducatif** (l'utilisation du numérique et l'école à la maison renforçant le décrochage scolaire dans les familles populaires), **professionnel** (pouvoir télétravailler ou non) et bien sûr **économiques et sociales** (les plus précaires souffrant davantage des conséquences du confinement⁶¹, les personnes handicapées ou âgées isolées vivant plus difficilement les mesures de distanciation sociale...).

Des débats ont eu lieu sur l'égalitarisme supposé du virus : si pour Bertrand Vidal, le virus est susceptible de toucher tout le monde à travers une « égalité paradoxale » (« Désormais, quelle que soit notre position sur l'échiquier social, nous scandons toutes et tous le même slogan : « J'ai peur ! » *Égalité paradoxale, évidemment.* »), d'autres (comme Gurvan Kristanadjaja de Libération) ont pointé la surexposition des classes populaires qui travaillent au sein des métiers « essentiels »⁶².

Ces inégalités sont bien perçues par les Français et renforcent, selon le sociologue François Dubet⁶³, des sentiments d'injustice déjà bien présents dans la société française :

🗨️ *On peut faire l'hypothèse que le Covid-19 va exacerber cette expérience des inégalités puisque (...) chacun se compare au plus près de lui : maison ou appartement, capacité ou impossibilité d'aider le travail scolaire des enfants, connexion efficace ou isolement... L'épreuve du confinement révèle des inégalités que l'on pouvait tenir pour insignifiantes ou allant de soi. »*

Les sentiments d'injustice peuvent être multiples : les innombrables témoignages regrettant que « les gens dehors » ne respectent pas le confinement creusent ces injustices. Dans d'autres cas, des rapports différenciés au territoire, et perçus comme inégaux, sont ainsi révélés par le déplacement de Parisiens hors de l'Île-de-France : Jean-Laurent Cassely et Jérôme Fourquet⁶⁴ y voient une « sécession des élites », révélatrice d'un affrontement entre des « everywhere » et des « somewhere » :

🗨️ *Les « natifs » se sentent souvent dépossédés et ont du mal à accepter les transformations paysagères et culturelles induites par la résidentialisation de leur région sur laquelle ils estiment en quelque sorte disposer d'un droit d'antériorité du fait de leur ancrage familial. Cet attachement est d'autant plus*

59. <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/lurgence-de-la-crise-et-le-temps-de-reflechir-ensemble>

60. <https://www.mediacites.fr/enquete/lyon/2020/03/25/confines-en-banlieue-lyonnaise-ici-on-na-pas-de-residence-secondaire-ou-se-refugier/>

61. <https://aoc.media/opinion/2020/03/26/peut-on-penser-le-post-coronalisme/>

62. https://www.liberation.fr/france/2020/03/19/sollicites-comme-jamais-les-salaries-d-amazon-travaillent-la-peur-au-ventre_1782329

63. <https://acteursdeconomie.latribune.fr/debats/2020-04-06/francois-dubet-l-epreuve-du-confinement-revele-des-inegalites-qui-peuvent-devenir-haine-844301.html>

64. <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-exode-sanitaire-nouvelle-manifestation-de-la-secession-des-categoriees-superieures>

fort que ces populations sont en général peu mobiles et ont construit leur identité et leur rapport au monde au travers de ces territoires qu'ils habitent depuis des générations. On reconnaîtra ici la définition des "people from somewhere" de David Goodhart. Face à eux, les "Parisiens" ou les membres des catégories aisées séjournant dans ces lieux dont ils ne sont pas originaires entretiennent un rapport différent à cet espace. (...) Cette population, beaucoup plus mobile, peut être sincèrement attachée à ce territoire mais elle le "consomme" une partie de l'année avant de le quitter, une fois la saison terminée, pour gagner d'autres lieux qu'elle affectionne également. Ces "people from anywhere" sont en fait, pour reprendre David Goodhart, "partout chez eux" et pratiquent, toute chose étant égale par ailleurs, une forme de nomadisme dans le cadre de nos sociétés modernes. »

Nous reviendrons sur cette toile de fond des sentiments d'injustice car, si elle n'est pas spécifiquement nouvelle, elle s'avère réactualisée par la crise sanitaire qui a renforcé les clivages. Cela interroge les leviers d'action à disposition des collectivités dans la période d'après confinement (cf. partie 4).

➔ L'ACCÉLÉRATION DE NOTRE TEMPS EST EXPOSÉE AVEC L'ARRÊT BRUTAL CAUSÉ PAR LE CONFINEMENT

Le coup d'arrêt créé par le confinement a révélé pour de nombreux Français l'accélération du rythme de vie dans lequel ils étaient plongés. Les appels à prendre le temps, ralentir, ont ainsi été nombreux dans les premiers jours, même si ces conseils ne peuvent pas concerner tous les Français, en particulier celles et ceux qui cumulent école à la maison et télétravail, ou les métiers essentiels qui ont continué pendant la crise. Pour le politologue Pascal Perrineau⁶⁵ comme pour d'autres, ce coup d'arrêt est tout de même l'occasion d'un recentrage :

Voilà bien une dizaine d'années que nous nous questionnons sur ce temps qu'en effet téléphones portables, ordinateurs, et même désormais montres connectées (!), rendent si rapide, parfois même instantané. Le temps s'est affolé, il a façonné cette société du "bougisme" modélisée par le philosophe Pierre-André Taguieff, il entraîne ce que le romancier Sylvain Tesson baptise "l'épilepsie du temps", et finalement le confinement nous donne l'opportunité de marquer un temps d'arrêt, de goûter les minutes et de mettre en place un éloge de la lenteur. Jusqu'à, en ce qui me concerne, perdre la notion des dates, l'ordre des jours et même des heures ! »

Il est difficile de dire si cette reconsidération du temps est à classer dans les nouvelles tendances. En l'état des débats au moment de la rédaction, on voit des appels à imaginer des rythmes moins rapides, des formes d'activités différentes⁶⁶, à repenser le sens de nos vies (Edgar Morin). Mais dans quelle mesure vont-ils être suivis des faits ? La question reste ici ouverte.

65. <https://acteursdeleconomie.latribune.fr/debats/2020-03-30/pascal-perrineau-la-pandemie-sonne-le-retour-bienvenu-du-tragique-1-2-843713.html>

66. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/24/claire-marin-penser-les-maladies-sur-le-modele-de-la-guerre-c-est-se-meprendre-sur-l-essence-du-vivant_6034170_3232.html

➔ DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS À LA FOIS MAL COMPRIS ET AU CŒUR DE LA PRISE DE DÉCISION

Plusieurs articles reviennent sur les biais de comportements individuels qui ont amené à minimiser la crise : biais d'optimisme, effet Dunning-Kruger (surestimation de nos compétences), etc.⁶⁷. Pour Dominique Turcq (président de l'Institut Boostzone) :

Les sciences cognitives nous montrent de plus en plus clairement que nous négligeons sans vergogne nos biais décisionnels et que nous nous considérons comme rationnels et intelligents dans nos décisions. Cette crise est une illustration à la fois de la puissance de ces biais et de notre négligence à leur endroit. On observe dans la crise des biais de toutes sortes, par exemple le biais de sur-réaction ; celui de la sur-confiance en soi, en ses modèles ou ses idées ; celui de l'ignorance de l'impact d'un phénomène exponentiel ; celui de "ça arrive aux autres, mais ce n'est pas pour nous !" ; celui de l'imitation (si tout le monde est dans la rue et ne pratique pas les gestes barrières, pourquoi le ferai-je ?) ; celui de "je l'avais bien prévu !", etc. Il n'y a guère de raison pour que la crise nous rende plus intelligents dans la compréhension de ces biais, peut-être même au contraire⁶⁸. »

Cette attention donnée aux biais comportementaux illustre la montée en puissance de disciplines en sciences cognitives (neurosciences) et sociales (psychologie sociale) qui ont une vocation opérationnelle dans la prise de décision publique.

➔ LA DÉFIANCE ENVERS LES « ÉLITES » ET LA MONTÉE DU COMLOTISME

Nourrie par les problèmes dans la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement, la défiance envers la classe politique semble se renforcer. Elle se manifeste notamment par une colère, comme le montre une enquête Ipsos-Sopra réalisée pour le Cevipof citée par Le Monde⁶⁹ :

45 % des sondés disent ainsi éprouver de la "colère" face à cette situation (+5 points depuis un mois, avec un pic à 50 % début avril). 40 % des personnes interrogées ne sont pas d'accord avec l'idée que le "gouvernement a mieux géré le coronavirus que la plupart des autres pays" (seulement 13 % d'accord, 47 % ni l'un ni l'autre). 51 % du panel considère enfin que les mesures prises pour protéger leur santé sont "insuffisantes". »

Une des facettes de cette défiance prend la forme de théories complotistes, elles-aussi nettement présentes tout au long du confinement⁷⁰.

67. <https://theconversation.com/comment-le-coronavirus-nous-a-tous-biaises-134415>

68. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-les-lecons-que-nous-ne-tirerons-pas-de-la-crise-covid-19-1199239>

69. https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/04/21/coronavirus-la-defiance-et-la-colere-envers-la-gestion-du-gouvernement-s-installent_6037262_823448.html

70. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/04/08/comment-la-rhetorique-complotiste-detourne-la-science_6035969_4355770.html - Voir aussi : <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-epidemie-dans-l-epidemie-theses-complotistes-et-covid-19>

➔ QUELLES « SOLUTIONS » SONT REMISES AU GOÛT DU JOUR ?

La crise sanitaire est aussi l'occasion de **proposer de nombreuses « solutions », qui pour la plupart préexistaient à cette crise**. Il ne s'agit pas de dire que ces solutions ne sont pas pertinentes dans le contexte d'après confinement. Mais force est de constater que, pour l'essentiel, les solutions proposées pendant la crise reprennent des clivages idéologiques passés :

- d'un côté, un éloge du libéralisme économique (Jean-Charles Simon)⁷¹, de l'autre côté de mesures écologiques (Émilie Massemin de Reporterre)⁷² ;
- d'une part la valorisation de la santé comme un « commun » (Patrick Pharo)⁷³ ou « bien public » (Michael Calais)⁷⁴ ainsi que la promotion de mesures comme le revenu de base⁷⁵ ; d'autre part une critique du revenu universel⁷⁶ et des appels à ne pas endetter les générations futures ;
- pour les uns, une demande de ralentissement, de réduction de la consommation et d'une autre manière de considérer le travail ; pour les autres des appels à l'ingéniosité⁷⁷ du mouvement maker pour trouver des solutions, à la disruption technologique voire à la souplesse d'un modèle start-up (Bertrand Caron)⁷⁸ dans la vie professionnelle et personnelle.

71. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/la-faillite-de-la-gestion-publique-1193885>

72. <https://reporterre.net/Crise-sanitaire-les-propositions-se-multiplient-pour-penser-un-apres-plus-ecologique>

73. <https://usbeketrica.com/article/patrick-pharo-le-systeme-de-sante-se-revele-aujourd-hui-comme-un-commun-essentiel>

74. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-une-relance-a-orienter-sur-trois-biens-publics-1194079>

75. https://theconversation.com/apres-le-coronavirus-le-monde-ne-sera-plus-jamais-le-meme-135121?utm_medium=email

76. <https://www.lefigaro.fr/vox/economie/l-erreur-du-revenu-universel-est-de-croire-que-la-consommation-fait-la-prosperte-d-une-nation-20200413>

77. https://theconversation.com/comment-la-creativite-peut-aider-a-surmonter-la-crise-du-covid-19-134859?utm_medium

78. <https://www.brefeco.com/user/bref-eco-matin/48025/47970>

CRISE ÉCONOMIQUE, GESTION DU RISQUE, RELOCALISATION, TRANSITION

la crise met à l'agenda public et produit de nouvelles tendances

La détection de nouvelles tendances en pleine crise est un exercice délicat : il peut conduire à se focaliser sur des éléments sans grande portée, ou au contraire à ne pas voir des signaux faibles bien plus révélateurs mais considérés comme anodins. Nous tenterons tout de même de décrire, de manière non exhaustive⁷⁹, quelques tendances vis-à-vis desquelles la crise sanitaire a jeté un nouveau regard, en nous limitant aux tendances qui affectent l'action publique.

Pour chaque tendance, nous proposons des pistes prospectives pour les collectivités locales sous la forme de questions ouvertes pour alimenter le débat public.

à retenir

○ De nouvelles tendances semblent émerger de la crise sanitaire, ouvrant pour chacune d'entre elles de nouvelles pistes prospectives

- La crise économique qui advient interroge sur le rôle des collectivités pour soutenir le tissu économique de leur territoire et les priorités qu'elles doivent donner.
- Un certain consensus s'opère sur la nécessité de relocaliser une partie de la production –en priorité– les biens nécessaires et stratégiques, même si celle-ci peut prendre différentes formes.
- On constate l'émergence de la notion de « travail essentiel », ce qui révèle l'écart entre ces métiers essentiels et leur faible reconnaissance et rémunération.
- Si les causes divergent, crise environnementale et sanitaire peuvent être associés dans les modalités d'action, même si le confinement à la fois ouvre et referme les possibles sur la lutte contre le réchauffement climatique.
- Plus que jamais, la « responsabilité individuelle » est au cœur de la stratégie de santé publique et des politiques publiques.

➔ **TENDANCE #1** - Le spectre de la crise économique s'impose et va orienter les décisions à venir

Première tendance qui fait l'unanimité (ce point sera donc rapidement abordé) : l'horizon d'une crise économique durable s'est vite imposé. L'entrée en récession de la France le 8 avril⁸⁰ (-6 % de PIB au 1^{er} trimestre) fait redouter des conditions de reprise particulièrement difficiles à la sortie du confinement. Le niveau d'endettement de la France va aussi atteindre son plus haut niveau depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Sans être exhaustif sur toutes les prévisions de reprise, citons simplement Jean-Luc Ginder qui entrevoit 30 % de chômage en France et une stagflation des PME jusqu'à ce qu'un vaccin soit trouvé⁸¹.

79. Nous aurions par exemple pu rajouter une tendance à part entière sur l'avènement du numérique dans nos vies (en l'occurrence, il est abordé ici comme un élément présent dans plusieurs tendances, et dans une section en fin de document).

80. <https://www.lci.fr/population/la-france-entre-en-recession-plus-le-confinement-durera-plus-l-impact-sera-lourd-interview-economiste-pascal-perri-2150425.html>

81. https://www.huffingtonpost.fr/entry/coronavirus-ce-qui-attend-les-francais-avec-la-recession-economique-historique-qui-vient_fr_5e831282c5b6d38d98a4696e

Nous ne détaillerons pas les solutions économiques proposées, le manque de recul vis-à-vis de la situation économique ne permettant, pas à ce stade, un propos réellement prospectif sur le sujet. Notons simplement l'incitation à recourir au quantitative *easing*⁸², à un emprunt massif⁸³, à l'hélicoptère monétaire⁸⁴ (c'est-à-dire donner une somme fixe à tous les citoyens européens, sans que la Banque Centrale Européenne ne demande de contrepartie⁸⁵). La question de cibler la relance sur les aspects écologiques a aussi été discutée⁸⁶, alors même que le *Green New Deal* de la Commission Européenne n'est plus vu comme la priorité pour ses détracteurs⁸⁷.

Quelle que soit la relance, on peut présager que nombre d'entreprises ne se relèveront pas de la crise. Pour Olivier Babeau, chroniqueur au Figaro, **ce sont les classes moyennes inférieures, celle des Gilets Jaunes, qui en sortiraient perdantes :**

🗨️ *Concrètement, la chute de la richesse produite se traduira par un chômage massif et une stagnation voire une régression des salaires. Les Gilets jaunes étaient l'expression de cette classe moyenne française qui craignait le déclassement social entraîné par la disparition des emplois faiblement qualifiés. Ce déclassement sera malheureusement accéléré par une crise qui va précipiter nombre d'entre eux dans la pauvreté⁸⁸ ».*



Cette nouvelle toile de fond a des répercussions évidentes en matière de vitalité économique des territoires.

- Quels sont les secteurs qui seront le plus impacté sur le territoire (selon si l'activité s'est maintenue en période de confinement ou non) ?
- Comment préserver les emplois et accompagner le cas échéant les chômeurs vers une réinsertion dans le marché de l'emploi ?
- Si la collectivité choisit de déployer une relance économique, quels critères doivent l'emporter : la viabilité économique de l'entreprise concernée et son impact en termes d'emplois sont-ils les seuls critères, ou bien l'impact social et l'empreinte environnementale peuvent-ils être aussi pris en compte (et si oui, à partir de quels critères objectifs) ?
- La montée du chômage va reposer une question pressante depuis des années : faut-il privilégier le retour rapide à l'emploi ou une insertion professionnelle plus lente mais maîtrisée et désirée ? Comment travailler sur le sentiment d'échec de « nouveaux » publics touchés par surprise par la crise ?

➔ **TENDANCE #2** - La parole scientifique est revalorisée, même si l'avènement d'une société du risque et la superposition des controverses scientifiques et politiques bouleversent la décision publique

Une autre tendance concerne la confiance envers la démarche scientifique dans la société et le rôle qu'elle peut jouer dans la décision publique. Deux éléments concernent cette question : le rôle des scientifiques dans la prise de décision, et la place du risque dans le processus décisionnel.

82. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/06/nous-vivons-la-transition-d-une-economie-de-marche-capitaliste-a-une-economie-administree-par-les-banques-centrales_6035680_3232.html

83. <http://www.attali.com/geopolitique/pas-un-coronabond-un-sovereign-bond-pour-que-leurope-devienne-autonome-dans-les-industries-de-la-vie/>

84. <https://theconversation.com/lhelicoptere-monetaire-le-dernier-recours-des-politiques-economiques-134672>

85. <https://aoc.media/entretien/2020/03/20/jezabel-coupey-soubeyran-le-coronavirus-revele-tous-les-dysfonctionnements-de-notre-systeme-economique/>

86. https://www.lemonde.fr/climat/article/2020/04/09/le-climat-sera-t-il-au-c-ur-des-plans-de-relance-de-l-economie_6036047_1652612.html

87. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/16/le-green-deal-europeen-a-l-epreuve-du-coronavirus_6036728_3210.html

88. <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/la-crise-accelere-le-declassement-des-classes-moyennes-20200428>

■ La parole scientifique (re)valorisée

L'intérêt de ce sujet rejoint un débat plus ancien, relatif à une fragilisation de la posture du scientifique dans un contexte politique mondial marqué par l'essor des populismes et le rejet des faits scientifiques par l'administration Trump et d'autres gouvernements, au profit de « faits alternatifs » fondés sur des opinions ou des ressentis. Si l'on ne peut nier l'influence de théories du complot ou le rejet de la figure de l'expert chez une partie de la population, la France semble moins touchée que d'autres pays par une méfiance envers la science.

Dans ce contexte, **plusieurs observateurs considèrent même que la crise sanitaire marque une réaffirmation du rôle des scientifiques dans la société.** Pour Sébastien Dreyer (directeur général de l'IDDRI), « *la figure du scientifique en situation d'expertise auprès des gouvernants et auprès de chaque situation pourrait à la faveur de cette crise accroître le pouvoir des scientifiques, en tant que personnalités individuelles ou au sein d'institutions, mais aussi leur responsabilité et leur exposition, et ce bien au-delà des questions sanitaires* »⁸⁹. Et ce alors que cette situation, selon Olivier Borraz et Henri Bergeron⁹⁰ « *fait suite à des décennies d'une action publique qui s'est toujours tenue, à quelques exceptions près (...) à bonne distance de la science. On n'a jamais entendu les ministres du travail, des transports ou de l'écologie justifier leurs décisions ou politiques à partir d'une recommandation d'experts scientifiques* ».

Le sociologue Michel Wieviorka⁹¹ considère que « *alors même que la plupart des élites sont l'objet d'un rejet massif, qui se traduit par la montée du populisme et l'importance des fake news, la crise pandémique a dans un premier temps revalorisé la science, la médecine et, de là, la raison.* ». Ce constat, partagé par les autres auteurs cités dans cette section, est néanmoins pondéré de diverses manières :

- Pour Marcel Gauchet, cette confiance dans la science doit passer par une transparence des travaux, notamment ceux du comité scientifique qui assiste le Président de la république⁹² : « *À titre personnel, je fais confiance à la science. Mais j'aime comprendre le raisonnement scientifique qui oriente les décisions. On n'est plus à l'époque du « pouvoir spirituel » d'Auguste Comte. La science, c'est la raison en exercice, donc la possibilité de faire comprendre son raisonnement* ».
- Cette revalorisation de la science ne se fait pas dans une démarche collaborative impliquant les citoyens, ce qui est regretté dans une tribune⁹³.
- Pour Michel Wieviorka, cette mise en avant du travail scientifique ne doit pas se confondre avec la décision politique : « *il ne faudrait pas que les chercheurs ou experts mobilisés ces temps-ci deviennent des boucs émissaires manipulés pour exonérer le gouvernement de ses fautes* »⁹⁴.

Cette tendance à la revalorisation de la parole scientifique se traduit néanmoins par **une friction notable, renforcée par la période de crise, entre la controverse scientifique et la controverse politique**, dont le meilleur exemple a concerné l'utilisation de la chloroquine. Cette tension se manifeste de deux façons :

- sur les bénéfices du doute : alors que le doute est légitime dans la controverse scientifique, il se prête moins à un contexte de crise qui nécessite des certitudes pour agir : quel traitement faut-il attribuer ? Si deux experts ne sont pas d'accord, lequel a « raison » ? Pour Edgar Morin⁹⁵, « *ce que nous ont montré les philosophes*

89. <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/lurgence-de-la-crise-et-le-temps-de-reflechir-ensemble>

90. <https://aoc.media/analyse/2020/03/30/covid-19-impreparation-et-crise-de-letat/>

91. https://theconversation.com/lunite-garante-de-la-democratie-en-temps-de-crise-133722?utm_medium=

92. <https://www.philomag.com/lactu/marcel-gauchet-cest-un-reveil-du-politique->

93. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/26/coronavirus-nous-assistons-a-une-veritable-faillite-de-notre-democratie-sanitaire_6034459_3232.html

94. https://theconversation.com/lunite-garante-de-la-democratie-en-temps-de-crise-133722?utm_medium=

95. <https://lejournel.cnrs.fr/articles/edgar-morin-nous-devons-vivre-avec-lincertitude>

des sciences, c'est précisément que les controverses font partie inhérente de la recherche. Celle-ci en a même besoin pour progresser. (...) J'espère que cette crise va servir à révéler combien la science est une chose plus complexe qu'on veut le croire. C'est une réalité humaine qui, comme la démocratie, repose sur les débats d'idées.»

- sur la place accordée au temps : les recherches de vaccins (durant plusieurs mois) et de médicaments (durant plusieurs semaines) sont-elles adaptées à un contexte de crise, au temps politique (dont certaines manifestations se résument à « un problème, une solution ») voire à l'immédiateté des réseaux sociaux ? Cette place de l'urgence n'est pas nouvelle, elle a déjà traversé les débats scientifiques lors de l'apparition du Sida, mais on la retrouve actualisée ici dans un contexte particulièrement tendu. Sur ce sujet, François Hirsch et Paul de Boissieu⁹⁶ affirment que même en période d'urgence, on peut respecter les protocoles de développement d'un traitement tout en gardant des principes éthiques.

Le débat sur la chloroquine nous renseigne donc sur de futures controverses scientifiques dans un temps marqué par l'incertitude. La figure du Professeur Raoult, reconnu dans sa discipline mais critiqué pour ses méthodes ou ses positions dans les médias, s'est apparentée pour certains à un « scientifique anti-système » (Ève Fabre)⁹⁷ qui révèle cette porosité entre débat scientifique et politique. **La controverse scientifique, saine pour avancer dans la recherche, deviendrait un catalyseur des dissensions sociales, jusqu'à des superpositions de clivages peu anticipés** : l'opposition « expert » contre « profane » se mélange à celle de « l'élite » contre le « peuple »⁹⁸, du « système » contre « anti-système », voire à une opposition entre « Paris » et « la province »⁹⁹.

■ Vers une prise en compte du « risque »

La revalorisation de la parole scientifique s'accompagne d'une autre tendance : la réaffirmation de la place du risque dans les politiques publiques. Comme l'affirme le sociologue Bertrand Vidal, « nous sommes désormais à l'ère de la mondialisation du risque »¹⁰⁰. Cette place accordée au risque dans la société n'est pas nouvelle, elle a d'ailleurs bien été documentée dès les années 1990 par nombres d'auteurs comme Ulrich Beck¹⁰¹ ou Yannick Barthe, Michel Callon et Pierre Lascoumes¹⁰². À ce titre, Laura Verdier rappelle la définition du « risque majeur » :

🗨️ La pandémie de Covid-19 n'est autre que l'occurrence d'un risque sanitaire dit majeur. Un risque majeur est un évènement de faible fréquence et de très grande gravité sur le plan humain et matériel. Il existe quatre familles de risques majeurs : les risques sanitaires, les risques industriels et technologiques, les risques naturels et les risques de conflits.»¹⁰³

96. https://theconversation.com/essais-cliniques-on-peut-concilier-ethique-qualite-et-urgence-meme-en-temps-de-crise-sanitaire-135461?utm_medium=email

97. https://theconversation.com/pourquoi-sommes-nous-aussi-divises-sur-la-question-de-lhydroxychloroquine-135149?utm_medium=email

98. <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/aides-soignants-caissiers-camionneurs-les-gilets-jaunes-sont-devenus-les-premiers-de-tranchee-20200409>

99. Comme lorsque Gilles Goldnadel présente le Professeur Raoult comme « le totem du populisme principalement provincial contre les tabous de la notabilité parisienne » : <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/goldnadel-de-quoi-la-foi-en-didier-raoult-est-elle-le-nom-20200413>

100. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/19/coronavirus-un-vent-de-panique-se-levera-t-il_6033610_3232.html - Voir aussi l'entretien d'Edgar Morin : <https://lejournal.cnrs.fr/articles/edgar-morin-nous-devons-vivre-avec-lincertitude>

101. Ulrich Beck, La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité, Paris, Aubier, 2001.

102. Yannick Barthe, Michel Callon, Pierre Lascoumes, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Seuil, 2001.

103 <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-repenser-notre-culture-du-risque-1196821>

Cette prise en compte de la notion de risque a plusieurs implications en matière de décision publique :

- **Le risque aurait longtemps été discrédité** : ce retour du risque s'inscrit, selon Pierre Lascoumes et Michel Callon, à rebours de plusieurs années durant lesquelles a été menée une « croisade "anti-précaution" »¹⁰⁴ visant à décrédibiliser le principe de précaution qui serait un frein à l'innovation et à l'action.
- **La réaffirmation du risque romprait avec la confiance aveugle envers la science, et relativise les « événements rares »**¹⁰⁵. Il s'agirait d'une rupture par rapport à la confiance des décennies passées envers la capacité de la science à résoudre les maladies, dont l'apogée serait la déclaration de l'éradication de la variole par l'OMS en 1980¹⁰⁶. Depuis, de nouvelles épidémies sont venues remettre en cause cette aspiration : VIH, Ebola et Covid-19. En dehors du domaine de la santé, selon Edgar Morin¹⁰⁷, « nous devons apprendre à les accepter [les incertitudes] et à vivre avec elles, alors que notre civilisation nous a inculqué le besoin de certitudes toujours plus nombreuses sur le futur, souvent illusoire, parfois frivoles, quand on nous a décrit avec précision ce qui va nous arriver en 2025 ! ».
- **Il reste difficile d'évaluer un risque, car le savoir scientifique s'acquiert chemin faisant et l'anticipation dépend de la méthodologie**. En particulier, on s'appuie sur des modélisations du risque dont les scientifiques eux-mêmes relativisent la portée prédictive et rappellent combien l'évaluation d'impact dépend des variables prises en compte. La fiabilité est loin d'être certaine, ce qui n'enlève en rien à l'utilité de ces modèles¹⁰⁸.
- **Les connaissances sur le Covid-19 restent encore limitées**, ce qui explique la force des décisions prises (confinement). En effet, ses modes de transmission (notamment via les enfants), sa capacité à tenir lors de fortes chaleurs, etc. font encore l'objet d'interrogation. Cette méconnaissance est une des raisons pour lesquelles les décisions prises ont des effets considérables en comparaison du nombre de morts. Pour Bertrand Vidal¹⁰⁹ : « Ainsi, bien que, chaque année en France, la grippe saisonnière fasse près de 8 000 morts, selon l'Agence régionale de santé, les populations les plus à risque refusent en majorité la vaccination. (...) En revanche, nous ne supportons pas l'angoisse de l'inédit, de ce que nous ne connaissons pas. ». Annabelle Laurent partage le même constat¹¹⁰ en comparant avec les décès liés au Covid-19 avec les 75 320 décès dû au tabagisme en 2015, dont les facteurs sont connus de longue date.
- **Le risque est un construit social sur ce que la société est prête à accepter à un moment donné**. Le géographe Ludovic Jeanne¹¹¹ prend l'exemple de l'usine Lubrizol installée si près de la ville de Rouen, et d'un écoquartier qui allait être construit à côté : le risque a-t-il vraiment été pris en compte ? Même après l'incendie, la construction sera-t-elle maintenue ? Il rappelle ainsi que l'appréhension du risque dépend du contexte socio-psychologique de chaque personne. Or, selon Vincent Lucchese, « alors que le monde n'a jamais été aussi sûr et moins violent qu'aujourd'hui (...), notre tolérance aux risques n'a semble-t-il cessé de diminuer au fil du temps. « Plus la société se pacifie, plus la tolérance à la violence et à l'aléa diminue », confirme Gaëlle Clavandier »¹¹².

104. <https://aoc.media/analyse/2020/03/26/covid-19-et-nefastes-oublis-du-principe-de-precaution/>

105. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/jean-tirole-face-au-coronavirus-allons-nous-enfin-apprendre-notre-lecon_6034318_3232.html

106. <https://www.letemps.ch/suisse/leurope-se-moqueait-epidemies>

107. <https://lejournel.cnrs.fr/articles/edgar-morin-nous-devons-vivre-avec-lincertitude>

108. <https://aoc.media/analyse/2020/04/23/prevoir-ou-expliquer-le-dilemme-de-la-modelisation-de-lepidemie/>

109. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/19/coronavirus-un-vent-de-panique-se-levera-t-il_6033610_3232.html

110. <https://usbeketrica.com/article/comment-les-sciences-expliquent-nos-reactions-face-au-coronavirus>

111. https://theconversation.com/la-pandemie-revele-nos-rapports-ambigus-aux-risques-134714?utm_medium=

112. <https://usbeketrica.com/article/covid-19-sommes-nous-trop-intolerants-au-risque>

- **Le risque zéro n'existe pas et dépend des indicateurs retenus** : il paraît peu probable de pouvoir éradiquer le virus¹¹³ dans sa totalité sur le territoire à court et moyen terme. De même, il convient de rappeler que les virus ont toujours existé, comme le note Bruno Latour¹¹⁴, et qu'ils existeront toujours. Le risque zéro n'existe donc pas et tout choix crée un risque : ainsi, le confinement a eu un effet certain en termes de limitation de la propagation du virus, mais il court des risques psycho-sociaux et économiques non négligeables pour la suite. Il ne s'agit pas de vouloir réduire le débat à un choix binaire entre « sauver des vies » ou « sauver l'économie », mais bien de rappeler que chaque décision a des impacts multiples qu'il faut prendre en compte, et qui comportent un risque à reconnaître. Sur le sujet de la maîtrise du risque, le général Vincent Desportes alerte sur les sirènes du solutionnisme technologique : « *N'espérons pas des technologies de demain la fin de l'imprévisibilité, bien au contraire, l'embrasement [du printemps] arabe, la crise du Covid-19, ne se sont pas propagés en dépit des progrès technologiques, mais à cause d'eux !* »¹¹⁵



La revalorisation de la science dans le débat public et la prise en compte réelle du risque, conditions nécessaires d'un futur où des épidémies devraient s'installer dans le quotidien et façonner des choix qui toucheront tout un chacun, interrogent sur les formes que prendront le débat public, et la manière dont l'acteur public peut organiser ce débat.

- **La perte de maîtrise va à l'encontre d'une tendance où les Français attendent toujours plus d'efficacité de la part des décideurs.** Cette situation crée des paradoxes intenable pour les décideurs (l'administration comme les élus) : ils sont responsables sans avoir les éléments exhaustifs pour faire des choix ; aller dans un sens comme dans l'autre les expose dans tous les cas aux critiques. De la même manière, les élus peuvent avoir tendance à cacher tout risque associé à leur décision, de peur d'être exposés. Comment notre culture politique peut-elle dépasser les débats de façade et appréhender une vraie culture du risque¹¹⁶ dans la prise de décision ?
- **Comment diffuser une « culture scientifique »** (rappeler qu'il n'y a pas qu'une vérité simple, acceptation du doute sans tomber dans le complotisme, valorisation du débat fondé sur la preuve et la transparence) pour nourrir les débats publics ? Dans quelle mesure une collectivité peut-elle animer un débat sur son territoire ?
- La notion de risque est présente dans les décisions nationales mais bien entendu aussi dans les décisions locales (risque industriel ...). **Comment rendre visible la dimension du risque propre à chaque choix**, autrement que par des documents techniques (PPRT) ? Comment décider du « risque acceptable » puisqu'il y aura toujours un risque ?

➔ **TENDANCE #3** - Le processus de mondialisation est toujours plus contesté, et de nouveaux arguments sont mobilisés pour une relocalisation partielle de la production

La vitesse de propagation du virus et les difficultés d'approvisionnement ont amené à la réactualisation de critiques déjà présentes sur le processus de mondialisation et de la primauté de la règle du libre-marché, dans l'opinion des Français comme dans l'analyse des experts. **Ces critiques vont vraisemblablement amener à une relocalisation d'une partie de la production dans une forme limitée de « démondialisation »**, même si les contours de cette tendance seront à préciser.

113. Voir notamment l'interview d'Etienne Simon-Lorière de l'Institut Pasteur : <https://www.youtube.com/watch?v=GRq511b-3W4>

114. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/la-crise-sanitaire-incite-a-se-preparer-a-la-mutation-climatique_6034312_3232.html

115. <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/general-vincent-desportes-l-histoire-est-tissee-d-imprevus-et-de-ruptures-20200407>

116. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-repenser-notre-culture-du-risque-1196821>

■ Vers une démondialisation... de la chaîne de valeur globale

La remise en cause du processus actuel de mondialisation et de ses effets n'est pas nouvelle, que ce soit dans la littérature (scientifiques, essais, rapports), dans les urnes (montée des extrêmes, souverainisme) ou dans le débat public. Du côté des Français, l'idée d'une réforme du capitalisme et d'une réaffirmation du protectionnisme semble s'installer. Sur le premier point, selon une enquête OpinionWay pour le Cevipof reprise dans *Le Monde*¹¹⁷, « 45 % des personnes interrogées veulent que « le système capitaliste soit réformé en profondeur » (+6 points par rapport au mois de février) et 46 % qu'il soit "réformé sur quelques points", en baisse de quatre points (total de 91 %) ». Sur le protectionnisme, « 65 % des sondés approuvent l'idée que leur pays devrait "se protéger davantage du monde (+9 points)" » et 75 % « estiment qu'il "faudra à l'avenir mieux contrôler les frontières" ». Dans un sondage Odoxa¹¹⁸ pour l'agence Comfluence, « 57 % [des Français] pensent que l'une des plus grandes leçons de cette crise sera que "les entreprises françaises vont devoir relocaliser leurs productions et repenser leurs responsabilités sociétales". ».

On retrouve ici une interrogation sur le processus de mondialisation tel qu'il s'est forgé depuis les années 1980. Mais par rapport aux débats anciens, la crise actuelle a deux effets : elle met à l'agenda politique ces contestations d'une façon telle que les décideurs politiques ne peuvent plus l'ignorer, et elle réaffirme les enjeux de résilience et de souveraineté par rapport à d'autres enjeux déjà débattus et qui ne s'effacent pas (emploi, délocalisation, empreinte carbone).

On constate que pour beaucoup d'articles¹¹⁹, **la critique de la « mondialisation » repose le plus souvent sur une remise en cause de la « chaîne de valeur globale » à partir du critère de la résilience**, comme le pointe la chercheuse Samia Belaouina¹²⁰. La chaîne d'approvisionnement à flux tendu et les délocalisations fondées sur la compétitivité coût des maillons les moins rémunérateurs¹²¹ –l'acte de production, en comparaison de la R&D– créent une vulnérabilité pour les pays européens en cas de choc, comme c'est le cas pour la période actuelle. Le choix de fermer des usines de production de masques sur le territoire français –comme le cas d'une usine en Bretagne ayant la capacité de produire par exemple 200 millions de masques par an¹²²– illustre cette vulnérabilité. C'est en ce sens que Marcel Gauchet déclare que « la mondialisation libérale est morte au sens où le principe selon lequel « le doux commerce » réglerait tous les problèmes est caduc. La nécessité d'un raisonnement stratégique s'impose à l'échelle de toutes les communautés constituées. On a besoin d'un nouveau logiciel politique. »¹²³.

Le terme de « démondialisation », comme l'analyse Thierry Gonard, permet ainsi de décrire plusieurs phénomènes observés avant crise et qui vont vraisemblablement être présentés comme des solutions, que ce soit par une « régionalisation de certains maillons stratégiques » comme le suggère Samia Belaouina –notamment les plus stratégiques¹²⁴ comme la santé¹²⁵ ou l'agriculture¹²⁶–, ou par une « relocalisation » plus affirmée comme évoquée dans nombre d'articles depuis la crise sanitaire. **On voit bien que la**

117. https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/04/18/le-gouvernement-francais-a-peut-etre-deja-perdu-la-bataille-de-la-confiance_6036991_823448.html

118. <https://www.lefigaro.fr/vox/economie/plaidoyer-pour-une-souverainete-industrielle-20200415>

119. Sans être exhaustif, cette idée se retrouve notamment chez Guillaume Gaulier et Vincent Vicard (https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/28/la-crise-actuelle-ne-remettra-pas-en-cause-l-existence-des-chaines-de-production-mondiales_6037973_3232.html) et chez Jézabel Couppey-Soubeyran qui y rajoute l'enjeu financier (<https://aoc.media/entretien/2020/03/20/jezabel-couppey-soubeyran-le-coronavirus-revele-tous-les-dysfonctionnements-de-notre-systeme-economique/>).

120. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-crise-du-coronavirus-est-ce-la-mondialisation-le-probleme-1195941>

121. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-la-revanche-de-la-production-1195862>

122. https://reporterre.net/En-2018-on-pouvait-fabriquer-200-millions-de-masques-par-an-en-France?__twitter

123. <https://www.philomag.com/lactu/marcel-gauchet-cest-un-reveil-du-politique-42738?fbclid=IwAR2xWpADhikURugrrHvel5lxramlPmEHpGVFyFP8vyQQnon09kZHyM9Pv5Y>

démondialisation n'est pas une rupture avec le processus de mondialisation ni un repli sur soi, mais davantage une réorientation de certains principes du capitalisme pour répondre à une nouvelle demande. Au contraire, c'est par la diversification des chaînes d'approvisionnement, dont certains maillons sont relocalisés, que la résilience de l'économie pourra s'accomplir (Jean-Charles Simon)¹²⁷.

Cette résilience est souvent associée à l'enjeu de la souveraineté, compte tenu du domaine stratégique des biens et services discutés : masque, gel hydroalcoolique, mais aussi alimentation¹²⁸. Comme le souligne le professeur de stratégie et gouvernance des entreprises Bertrand Valiorgue¹²⁹ :

🗨️ *Toute la question est de savoir si nous voulons relancer une machine qui nous fait perdre des pans entiers de souveraineté et alimente dans le même temps une destruction inédite de la planète. Étendre toujours plus les chaînes de valeur pour économiser sur les coûts de production de certains biens nous expose à une grande dépendance que la crise du Covid-19 met en lumière. Relancer la machine économique pour réparer le système actuel revient à maintenir un système exposé à des crises toujours plus graves. L'Europe doit accroître sa résilience et développer ses propres forces à travers des chaînes de valeur majoritairement intra-européennes protégées par un marché commun, qui constitue l'horizon d'une souveraineté assumée et défendue».*

À noter que si cette « démondialisation » limitée à la relocalisation fait l'objet d'un certain consensus, elle est aussi sujette à deux types de critiques :

- Pour les uns, **cette démondialisation ne doit pas conduire à une diminution de la coopération entre pays pour surmonter la crise sanitaire.** « *La bataille contre la pandémie est globale et ne pourra être vraiment gagnée nulle part si elle n'est pas gagnée partout. Les pays émergents commencent seulement à être touchés par la pandémie* »¹³⁰, rappelle Hélène Ray dans Les Échos. Sur ce thème, Yuval Noah Harari¹³¹ fait du besoin de coopération le fer de lance de toute politique de lutte contre le virus, eu égard les risques de mutation et sa propagation à l'échelle mondiale. D'autres auteurs comme Bill Gates¹³² ou François Gemenne¹³³ abondent en ce sens.
- Pour les autres, **la critique de la mondialisation et du modèle néolibérale ne s'arrête pas à la démondialisation.** Nombreux sont les commentaires qui souhaitent aller plus loin et « profiter de la crise » pour remettre plus globalement en cause le capitalisme néolibéral dans son ensemble, ou du moins les mesures néolibérales qui se sont attaquées à l'État providence¹³⁴. L'économiste Sarah Guillou¹³⁵ rappelle les critiques habituelles associées au capitalisme : les inégalités, l'hyper-globalisation, la concentration des pouvoirs économiques, la financiarisation et la marchandisation de toutes les activités humaines (même si elle

124. Voir aussi <https://www.research.natixis.com/Site/en/publication/m5s-lx5Bbb92bmN3Rt3wl0H-FfouhppovZflyfsy2hw%3D>

125. Comme le souligne Daniel Cohen, « (...) 20% de la production mondiale dépend de la Chine. Et il ne s'agit là que d'une moyenne, cette dépendance pour les approvisionnements pouvant atteindre jusqu'à 80% dans certains secteurs, à l'image de celui des médicaments » https://www.liberation.fr/france/2020/03/19/le-covid-19-agit-comme-une-metaphore-de-la-demondialisation_1782306

126. « Nous avons développé une agriculture beaucoup trop spécialisée, au nom de la théorie du libre-échange et des avantages comparatifs », rappelle l'agronome Marc Dufumier. Cité dans *reporterre* : <https://reporterre.net/Et-si-le-coronavirus-ouvrirait-la-voie-de-l-autonomie-alimentaire>

127. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/la-faillite-de-la-gestion-publique-1193885>

128. <https://theconversation.com/lurgence-de-systemes-alimentaires-territoriaux-136445>

129. <https://theconversation.com/covid-19-quand-leurope-voit-ses-strategies-industrielles-fragilisees-134427>

130. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/gardons-le-cap-dune-economie-decarbonee-1199395>

131. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/05/yuval-noah-harari-le-veritable-antidote-a-l-epidemie-n-est-pas-le-repli-mais-la-cooperation_6035644_3232.html

132. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/12/bill-gates-pour-une-approche-globale-de-la-lutte-contre-le-covid-19_6036352_3232.html

133. <https://aoc.media/opinion/2020/04/09/habiter-la-terre-au-temps-des-pandemies/>

134. <https://www.alternatives-economiques.fr/alain-supiot-seul-choc-reel-reveiller-dun-sommeil-do/00092216>

135. <https://aoc.media/opinion/2020/04/16/la-crise-du-coronavirus-peut-elle-alimenter-la-critique-du-capitalisme/>

voit dans la mondialisation plus que dans le capitalisme contemporain la cause de la pandémie). On constate ici la réactualisation de débats anciens à la crise, plus que l'émergence d'une nouvelle tendance –sauf à ce que cette critique parvienne à se structurer et se réaliser par de nouveaux procédés de mobilisation qu'il reste à inventer¹³⁶–.

■ La relocalisation, solution consensuelle... mais sous quelle forme ?

Dans ce contexte, la relocalisation, qui ne faisait pas l'objet d'un consensus politique avant crise¹³⁷, revient à l'ordre du jour comme une mesure consensuelle, du moins pour les éléments les plus stratégiques pour le territoire qui échapperaient aux « lois du marché »¹³⁸, sinon dans une acception plus large, sur d'autres besoins ou pour des considérations écologiques¹³⁹ (diminution de l'empreinte carbone par plus de proximité). Dans tous les cas, l'essentiel des articles consultés rappellent le fait que la production ne pourra être relocalisée dans sa globalité.

Sans que cette typologie apparaisse clairement dans les articles, on voit que plusieurs chemins se dessinent en matière de relocalisation. Pour grossir les traits, on retrouve :

- **Une relocalisation guidée par la puissance de tir des grandes entreprises, dans la continuité des principes de la compétitivité économique** : pour les sociologues et philosophes Christian Laval et Pierre Dardot, « [le terme relocalisation] peut aussi signifier la création de conditions optimales dans la guerre économique internationale. Sanofi a d'ores et déjà annoncé le retour sur le sol français de certaines de ses unités de production. C'est précisément ce que signifie la souveraineté proclamée par Macron : les grandes entreprises privées doivent produire sur le sol français, à charge pour l'État de leur garantir des conditions qui les rendent compétitives au plan international. Nous voilà avertis. Le jour d' "après" ressemblera au jour d' "avant", à ceci près que la concurrence fera encore plus rage. »¹⁴⁰
- Une **relocalisation s'appuyant sur un tissu de PME déjà présentes**, qui met en avant des principes de résilience, de responsabilité et d'intérêt général, comme en témoigne dans une tribune Eva Sadoun¹⁴¹, co-fondatrice d'une plateforme d'investissement à impact social et environnementale, s'appuyant ici sur l'exemple d'une entreprise textile à Romans-sur-Isère. Dans sa dimension « d'industrie 4.0 », on peut retrouver le modèle de micro-usines reliées sur un territoire donné pour une production à flux tendu, capable de s'adapter rapidement à la situation.
- Une **relocalisation de petite série à très forte réactivité, s'appuyant sur le mouvement maker et son articulation autour de fablabs** pour les produits qui peuvent l'être. Cette créativité¹⁴² du « mouvement maker » a été saluée, à travers l'utilisation de masques de plongée Décathlon pour en faire des respirateurs¹⁴³. En un peu plus d'un mois selon une tribune, « environ 250 000 visières ont été produites par impression 3D ou découpe laser en France » par plus de 5 000 makers bénévoles et 100 fablabs¹⁴⁴. » Dans cette configuration, c'est la science participative (comme la

136. Alain Damasio parle ainsi d'un carnaval des fous pour « ne pas reprendre les choses comme avant » : <https://reporterre.net/Alain-Damasio-Pour-le-deconfinement-je-reve-d-un-carnaval-des-fous-qui-renverse-nos-rois-de-pacotille>

137. <https://usbeketrica.com/article/pourquoi-le-covid-19-va-aussi-propager-le-mouvement-maker>

138. <https://www.lefigaro.fr/vox/economie/plaidoyer-pour-une-souverainete-industrielle-20200415>

139. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/13/cyril-dion-la-crise-du-covid-19-peut-nous-aider-a-construire-le-monde-d-apres_6036417_3232.html

140. <https://aoc.media/opinion/2020/04/20/souverainete-detat-ou-solidarite-commune/>

141. <https://usbeketrica.com/article/la-rentabilite-ne-peut-plus-etre-la-seule-boussole>

142. https://theconversation.com/comment-la-creativite-peut-aider-a-surmonter-la-crise-du-covid-19-134859?utm_medium

143. <https://www.20minutes.fr/societe/2751879-20200331-coronavirus-fabriquent-non-stop-visieres-medecins-infirmieres-ehpad-incroyable-aventure-makers>

144. <https://usbeketrica.com/article/covid-19-la-mobilisation-des-makers-est-sans-precedent-l-etat-et-les-pouvoirs-publics-doivent-s-en-rendre-compte>

plateforme OpenCovid19) et l'ouverture des brevets et des plans de construction¹⁴⁵ qui sont au cœur des processus de fabrication, sans que cette ouverture ne s'oppose à l'intérêt d'entreprises propriétaires¹⁴⁶. Cependant, ce modèle comporte des limites, en particulier dans le passage à l'échelle (Kevin Lhoste)¹⁴⁷.



Si le principe de relocalisation fait consensus, il pose de nombreuses questions pour l'acteur public, même s'il n'est en fait pas le seul concerné :

- La relocalisation doit-elle se limiter à des secteurs stratégiques pour lesquels une perte de rentabilité serait acceptable au nom de la souveraineté – auquel cas, qui en supporte le coût économique ? – ou doit-elle s'étendre à bien d'autres secteurs ?
- Si tous les territoires s'engagent dans la relocalisation, comment devenir attractif pour les entreprises ? Dans quelle mesure la stratégie de relocalisation d'un territoire doit-elle s'articuler avec d'autres échelons et avec les territoires limitrophes ? Autrement dit, jusqu'où aller dans le partage des compétences et dans la redondance des fonctions relocalisées, alors même que cette redondance participe à la résilience ?
- Parmi les trois modèles évoqués, et même s'ils peuvent être combinés, lequel serait à privilégier ? Car les résultats ne sont pas les mêmes pour le territoire en termes d'emploi, de recettes fiscales, d'échelle de production, de récit territorial...

➔ **TENDANCE #4** - La crise questionne la valeur du travail et intègre la notion de « travail essentiel »

Autre tendance qui fait l'objet d'un certain consensus sur le papier, mais dont l'opérationnalité fera débat : **on constate une valeur nouvelle accordée à des « métiers essentiels », alors même que ces métiers étaient parfois peu considérés et en tout cas mal payés au regard de leur utilité.** La sociologue Camille Peugny¹⁴⁸ le résume de cette façon :

« La crise que nous traversons est en train de rendre visibles ceux qui sont d'ordinaire invisibles dans le fonctionnement social de notre pays. Notre société est quasiment à l'arrêt, cantonnée à ses fonctions essentielles - protéger, soigner, nourrir. Il y a des métiers entiers qui sont dehors pendant que la plupart d'entre nous sommes dedans : caissières, livreurs, soignants, éboueurs, gendarmes et policiers, boulangers... Ce sont eux les premiers de cordée : comme en montagne, ils assurent les autres pour leur survie. »

Or, plusieurs constats sont effectués à propos de ces « premiers de tranchée », pour reprendre l'expression associée à la rhétorique du temps de guerre :

- Pour Jérôme Fourquet et Chloé Morin, ils sont mal payés et se superposent à la cartographie des Gilets jaunes¹⁴⁹.
- Ce sont pour la plupart des métiers du « care », de l'attention à l'autre, une dimension invisibilisée et assurée pour l'essentiel par des femmes¹⁵⁰. Cette dimension du care se restreignant aux métiers du soin, de l'attention à l'autre, des auteurs ont ainsi plaidé pour étendre le care à d'autres fonctions tout aussi exposées : caissières, livreurs,

145. <https://usbeketrica.com/article/covid-19-science-participative-troisieme-voie-recherche>

146. <https://usbeketrica.com/article/covid-19-les-initiatives-ouvertes-sont-en-train-de-se-construire-une-visibilite-nationale>

147. <https://theconversation.com/les-fab-labs-apportent-des-solutions-concretes-et-locales-a-la-crise-du-covid-19-136277>

148. https://www.liberation.fr/france/2020/03/24/cette-crise-rend-visibles-ceux-qui-sont-d-ordinaire-invisibles_1782955

149. <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/aides-soignants-caissiers-camionneurs-les-gilets-jaunes-sont-devenus-les-premiers-de-tranchee-20200409>

150. « Ce travail ne se voit pas, confondu avec des gestes qui doivent intervenir à bon escient, au bon moment, avec tact et délicatesse, en s'ajustant à la personnalité de chacun-e. Trop subtil, trop polymorphe, pas "scientifique", aussi nous pourrions bien n'en rien savoir du tout, sous-estimer son importance, *a fortiori* dans les temps qui viennent » Pascale Molinier - https://www.liberation.fr/debats/2020/03/17/coronavirus-le-soin-nest-pas-la-guerre_1782052

etc.¹⁵¹ À cet égard, une note de France Stratégie¹⁵² montre bien l'écart entre métiers rémunérés, protégés, et majoritairement masculins ; et d'autres métiers moins rémunérés, exposés, et majoritairement féminins.

- Ils interrogent la valeur ajoutée de métiers très rémunérés (cadre supérieurs, PDG) ou de métiers dont le sens est vidé par la crise (dans la continuité des publications sur les *bullshit jobs*).

La sociologue du travail Dominique Méda¹⁵³ en conclut ainsi :

🗨️ *Soudain, les professions souvent les plus dévalorisées apparaissent les plus essentielles et d'autres, aujourd'hui extrêmement bien rémunérées, apparaissent radicalement inutiles. (...) Cela nous donne vraiment beaucoup à réfléchir pour la suite. Il faut revoir l'échelle de la considération, de la reconnaissance sociale et de la rémunération.»*



La considération de ces métiers essentiels, qu'elle soit dans la rémunération ou dans les conditions de travail, relève pour l'essentiel de l'État (personnels soignants) et des entreprises (hôtesse de caisse). Les collectivités peuvent malgré tout engager la réflexion, que ce soit auprès de leurs agents qui rejoignent la catégorie de « métiers essentiels », ou auprès des usagers :

- Dans la période de crise sanitaire, comment assurer la protection de ces personnes, par exemple dans leur déplacement vers leur lieu de travail ?
- En tant qu'employeur, **par quoi peut passer la reconnaissance de ces métiers** (prime, communication sur des actions peu connues, conditions de travail, etc.) ?
- À plus long terme, faut-il envisager une reconnaissance sociale et économique qui soit fondée sur le caractère essentiel des métiers ? Si oui, de quelle manière ?

➔ **TENDANCE #5** - Première étape de la transition écologique ou faux parallèle ? Le champ des possibles sur la crise environnementale s'ouvre et se referme à la fois

Si l'on prend d'abord en compte les effets du confinement, plusieurs publications constatent une diminution des émissions de CO₂¹⁵⁴ et de NO₂¹⁵⁵ du fait de l'arrêt d'activités et de la limitation des déplacements, mais pas forcément des particules fines¹⁵⁶. D'autres auteurs comme François Gemenne¹⁵⁷ s'interrogent sur les effets à long terme, craignant un effet rebond¹⁵⁸ en particulier si les relances budgétaires ne devaient pas cibler les projets écologiques ou si des assouplissements de normes environnementales avaient lieu. C'est en ce sens que la Convention citoyenne pour le climat¹⁵⁹ appelle, comme d'autres à « éviter les écueils de la crise de 2008 dont la relance a donné lieu, notamment, à des investissements dans les énergies fossiles et les industries néfastes

151. https://www.liberation.fr/france/2020/03/24/cette-crise-rend-visibles-ceux-qui-sont-d-ordinaire-invisibles_1782955

152. <https://www.strategie.gouv.fr/publications/metiers-temps-corona>

153. https://www.franceculture.fr/economie/dominique-meda-il-faut-revoir-lechelle-de-la-reconnaissance-sociale-et-de-la-remuneration-des?fbclid=IwAR20IkPAaMjXeFrrnfAwmjk5xwVod_ubCYrr9jknJsJCNpNeAYUPdNUP3jk

154. https://theconversation.com/avec-le-covid-19-une-decruce-historique-des-emissions-mondiales-de-co-est-amorcee-133975?utm_medium=email&utm_campaign

155. <https://www.ineris.fr/fr/ineris/actualites/confinement-environnement-nouvel-outil-visualiser-quotidiennement-effets>

156. https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/03/30/coronavirus-la-pollution-de-l-air-est-un-facteur-aggravant-alertent-medecins-et-chercheurs_6034879_3244.html

157. <https://aoc.media/opinion/2020/04/09/habiter-la-terre-au-temps-des-pandemies/>

158. <https://plus.lesoir.be/290554/article/2020-03-28/pourquoi-la-crise-du-coronavirus-est-une-bombe-retardement-pour-le-climat>

159. <https://usbeketrica.com/article/covid-19-la-convention-citoyenne-pour-le-climat-appelle-a-rompre-avec-des-pratiques-destructrices>

à l'environnement. La situation inédite que nous subissons aujourd'hui nous oblige à réfléchir, au contraire, à la manière de lier économie et environnement. »

Car plus globalement, qu'est-ce que la crise sanitaire change vis-à-vis de la lutte contre le réchauffement climatique ? Pour résumer, **la crise permet de redéfinir les causes (les activités humaines) et ouvre le champ des possibles** –les mesures drastiques de confinement ayant été acceptées, d'autres mesures nécessaires pourraient advenir alors qu'elles étaient contestées–, **même si cette ouverture du champ des possibles s'accompagne par la même occasion de freins considérables.**

■ Une clarification des causes et un bref bilan de la lutte climatique

Le parallèle entre crise sanitaire et crise climatique a été fait à de maintes reprises, parfois avec maladresse. De la lecture globale des articles, on peut ressortir quelques constats généraux qui nourrissent une tendance :

- **L'enchâssement entre crise environnementale et sanitaire**¹⁶⁰ : comme évoqué dans la première partie (cf. section 3 - Quelles suites ?), le lien entre biodiversité et Covid-19 est très probable et le réchauffement climatique peut probablement accentuer les effets ou la propagation de crise sanitaire, même si son lien avec le Covid-19 n'est pour l'heure pas directement démontré. Ces constats incitent à prendre le problème sanitaire dans sa globalité, et à étendre l'enjeu environnemental pas seulement au climat mais aussi à la lutte pour la biodiversité, enjeu parfois oublié dans la communication sur ce sujet. Comme le note Bruno Latour¹⁶¹ : « *la crise sanitaire est enchâssée dans ce qui n'est pas une crise –toujours passagère– mais une mutation écologique durable et irréversible. Si nous avons de bonne chance de "sortir" de la première, nous n'en avons aucune de "sortir" de la seconde.* ».
- **Le sous-investissement dans le combat contre le changement climatique** pour reprendre les termes du « prix Nobel de l'économie » Jean Tirole¹⁶². Dans une tribune¹⁶³, plusieurs chercheurs indiquent que le financement de la transition environnementale a été chiffré à environ 2,5 % de PIB mondial. Cette somme est mise en regard avec celle, de 2 à 10 fois supérieure, que les États ont annoncé pouvoir consacrer pour faire face aux conséquences économiques de l'épidémie de Covid-19.
- **Une différence de causalité** : là encore, Bruno Latour¹⁶⁴ parle d'un abîme sur le rôle de l'État entre « *je vous protège de la vie et de la mort* » dans le cas du Covid-19 et « *je vous protège de la vie et de la mort, parce que je maintiens les conditions d'habitabilité de tous les vivants dont vous dépendez* » pour la lutte contre le réchauffement climatique. Les situations sont très différentes, et ce que l'on peut attendre de l'acteur public également. Car, à la différence de la crise sanitaire, la crise environnementale remet en cause les activités humaines elles-mêmes :

☞ *La situation est tragiquement inverse dans la mutation écologique : cette fois-ci, l'agent pathogène dont la virulence terrible a modifié les conditions d'existence de tous les habitants de la planète, ce n'est pas du tout le virus, ce sont les humains ! Et pas tous les humains, mais certains, qui nous font la guerre sans nous la déclarer.* »¹⁶⁵

160. <https://aoc.media/analyse/2020/04/27/comment-le-covid-19-bouscule-la-perspective-de-l'action-climatique/>

161. <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/>

162. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/jean-tirole-face-au-coronavirus-allons-nous-enfin-apprendre-notre-lecon_6034318_3232.html

163. <https://theconversation.com/la-transition-socio-ecologique-sera-t-elle-la-grande-oubliee-de-la-relance-post-covid-135231>

164. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/la-crise-sanitaire-incite-a-se-preparer-a-la-mutation-climatique_6034312_3232.html

165. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/25/la-crise-sanitaire-incite-a-se-preparer-a-la-mutation-climatique_6034312_3232.html

■ Un champ des possibles qui s'ouvre...et qui se referme

En quoi la crise sanitaire change la donne ? Toujours selon Bruno Latour¹⁶⁶, ce que l'on retrouve aussi dans d'autres articles, « *la preuve est faite, en effet, qu'il est possible, en quelques semaines, de suspendre partout dans le monde et au même moment, un système économique dont on nous disait jusqu'ici qu'il était impossible à ralentir ou à rediriger* ». Cela ouvre la voie à des mesures plus volontaristes en matière d'action pour lutter contre les émissions, même si le sociologue s'empresse d'ajouter : « *il n'est pas non plus évident d'affirmer que le projet écologiste va s'y substituer. Les "globalistes" (climatosceptiques, néolibéraux etc.) promeuvent aussi leur projet politique* ». Et d'inviter à des « gestes barrières » sur nos comportements de consommation, en rejetant les principes d'un monde fondé sur la production.

Mais si cette ouverture du champ des possibles est rappelée dans plusieurs articles sur le « monde d'après » (cf. partie 1, section 3) Quelles suites ? », elle semble également compromise à plusieurs égards :

- **Le parallèle entre action climatique et confinement est risqué** : c'est du moins la position du chercheur François Gemenne qui craint que l'épreuve du confinement ne rebute la population sur de futures actions environnementales contraignantes :

☞ *Si l'on continue à dire aux gens que la crise actuelle est « bonne pour l'environnement », ou qu'il faudrait « appliquer au climat les mêmes mesures que pour le corona », on finira par installer l'idée que la lutte contre le changement climatique implique la mise à l'arrêt de l'économie, la limitation des échanges et l'enfermement chez soi. Il ne faut pas s'en cacher : c'est le projet politique de certains tenants de la collapsologie. Mais je doute fort que nous nous souviendrons plus tard de cette époque de confinement comme d'une époque bénie, où nous réduisions drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre.»¹⁶⁷*

- **L'appel à « ne pas redémarrer la production »**, et l'idée formulée par d'autres auteurs de « sortir de la croissance » (Eloi Laurent)¹⁶⁸, sont dans la continuité logique d'une volonté de réduire rapidement les émissions de CO₂ et notre empreinte environnementale, mais ils **butent sur deux difficultés** dans le contexte actuel :
 - les critères de définition des secteurs à prioriser ou non dans la relance (comment choisir : l'empreinte carbone ? eau ? sol ? l'impact positif pour le territoire ? les externalités positives autres ?) ;
 - les conséquences de cette priorisation en termes de perte d'emploi et de fermeture d'entreprises sont difficilement soutenables face au spectre d'un chômage de masse et de crise économique grave, où les décideurs seront tentés de prioriser les effets économiques et sociaux pour des milliers de familles, aux effets environnementaux de leurs activités.

166. <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/>

167. <https://plus.lesoir.be/290554/article/2020-03-28/pourquoi-la-crise-du-coronavirus-est-une-bombe-retardement-pour-le-climat>

168. Dans la continuité de travaux d'avant crise, comme l'ouvrage d'Eloi Laurent, *Sortir de la croissance. Mode d'emploi*, Les Liens qui Libèrent, 2019.



Le contexte de la crise sanitaire bouleverse les représentations et stratégies associées à la crise environnementale, même si cette lutte est plus que jamais incontournable. À l'heure de la rédaction de ce document, il est trop tôt pour dire si le champ des possibles est réellement ouvert ou fermé : cela dépendra en partie de la forme que prendront les stratégies de relance, de la mobilisation de la société civile et de l'influence réelle de démarches comme la Convention citoyenne pour le climat.

Néanmoins, pour l'acteur public, les questions qui viennent d'être posées demeurent légitimes. Car au-delà des actions déjà existantes en faveur de l'environnement :

- Comment tirer parti de la crise pour en faire une opportunité pour accélérer le déploiement d'actions déjà impulsées (mobilité douce, télétravail, financement vert) ?
- Comment évaluer l'impact environnemental et social de la relance locale ?
- Comment réorienter les emplois perdus vers des filières durables ?
- Si des appels à mettre en place un revenu universel entendent résoudre la question des difficultés sociales, comment le mettre en place ? Et si c'est le cas, comment assurer l'insertion sociale de ces personnes, afin de ne pas réduire ce revenu universel à un lot de consolation ?

➔ **TENDANCE #6** - L'accent sur la responsabilité individuelle se renforce

Port du masque, gestes barrières, consommation locale, entraide formelle et informelle... Nombreux ont été les articles qui ont décrit la société se déployant pour gérer la crise. Plusieurs de ces initiatives seront retranscrites dans les sections thématiques (cf. partie 4).

En même temps que ces nouvelles initiatives se structurent, on perçoit l'affirmation d'une tendance : si l'acteur public demeure responsable dans la gestion de la crise et de ses effets à travers ses politiques publiques, **l'accent est de plus en plus mis sur la responsabilité de chaque individu, à travers des injonctions multiples à changer les pratiques et comportements**. La tendance n'est pas vraiment nouvelle, mais il semble qu'elle est réactualisée à plusieurs égards :

- **Le choix individuel peut avoir des impacts conséquents**, comme le rappelle le message « Restez chez vous, sauvez des vies ». La responsabilité de se confiner est donc forte, c'est pourquoi cette solution a été globalement acceptée¹⁶⁹, dans les premiers sondages tout du moins. Sur ce thème, le parallèle avec la lutte contre le climat est intéressant : alors que sur ce dernier point, la stratégie du colibri (où chacun fait sa part et se responsabilise) pouvait faire l'objet de critiques pour son inefficacité supposée, l'acte même de rester chez soi peut sauver des vies, renforçant ainsi le poids d'une décision (sortir de chez soi). Comme le note Cynthia Fleury¹⁷⁰, « c'est en

169. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/04/il-y-a-ce-a-quoi-nous-sommes-relies-nous-tous-confines-mais-interdependants-responsables-solidaires-et-fiers-de-l-etre_6035532_3232.html

170. https://www.liberation.fr/debats/2020/03/27/une-aventure-pandemique-contre-intuitive_1783365

ne faisant rien que certains préservent ceux qui font tout ».

- **On constate un renforcement du gouvernement des conduites**, qui n'est pas propre à cette crise : les références au concept de bio-pouvoir de Michel Foucault ont ainsi été très nombreuses¹⁷¹. L'action étendue de l'État et les débats autour de l'application StopCovid participent à cette action visant à orienter les comportements vers des pratiques de santé publique désirées.
- **La question de la responsabilisation s'étend à d'autres champs** : elle a été ré-actualisée vis-à-vis de besoins dits « nécessaires » et des commandes compulsives sur Internet¹⁷² ; et elle a abordé d'autres domaines comme le « civisme numérique » (cité par Vincent Lucchese)¹⁷³ incitant à ne pas trop utiliser Internet pour maintenir le réseau ; ou la solidarité sous ses multiples formes (plateformes nationales ou locales de volontariat, entraide informelle auprès des personnes fragiles, etc.).
- **La responsabilisation réactive l'intérêt général** : pour la sociologue Nathalie Heinich¹⁷⁴ :

🗨️ *Grâce à cette crise a pu s'introduire dans l'esprit de maints de nos concitoyens l'idée que chacun n'est pas l'alpha et l'oméga de sa propre vie ; qu'au-dessus de l'intérêt individuel il y a quelque chose de plus précieux, qu'on appelle l'intérêt général, ou le bien commun ; mais que la coexistence des deux n'est pas forcément aisée à organiser lorsque nous nous retrouvons clivés entre les valeurs privées (notre confort, notre besoin de relations avec nos proches, notre envie de partir à la campagne, notre liberté) et les valeurs publiques en vertu desquelles nous justifions nos actions (ne pas aggraver la contamination, ne pas mettre en danger la santé des plus vulnérables, ne pas alourdir la tâche des soignants). »*

171. <https://usbeketrica.com/article/produire-des-transmutations-a-la-hauteur-evenement>

172. https://www.liberation.fr/france/2020/03/19/sollicites-comme-jamais-les-salaries-d-amazon-travaillent-la-peur-au-ventre_1782329

173. <https://usbeketrica.com/article/confinement-peut-il-faire-exploser-internet>

174. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/04/il-y-a-ce-a-quoi-nous-sommes-relies-nous-tous-confines-mais-interdependants-responsables-solidaires-et-fiers-de-l-etre_6035532_3232.html



La tendance à la responsabilisation n'est pas nouvelle : actions multiples en faveur du changement des comportements individuels, critique d'une néolibéralisation où l'individu serait responsable de tout, y compris de sa santé et de son bonheur, etc. D'un point de vue prospectif, si cette responsabilisation se confirme –qu'elle soit au nom du principe de sauver des vies ou nom de l'intérêt général–, elle pose des questions concrètes qui vont plus loin que la seule implication des collectivités locales :

- **Jusqu'où la collectivité partage sa responsabilité ?** Les choix de politiques publiques demeurent bien évidemment au centre de la lutte contre le Covid-19. Mais l'échec d'une décision peut être imputé aux « mauvais comportements » des usagers, même si ces politiques peuvent parfois ne pas être adaptées à la réalité du terrain. Auquel cas : jusqu'où la collectivité est-elle responsable ? La question peut se poser dans le cadre d'un procès, mais elle a aussi des implications concrètes dans l'élaboration des politiques, où les agents et élus se poseront nécessairement la question de la prise de leur propre responsabilité.
- **Jusqu'où l'individu est responsable ?** Le fait de ne pas vouloir installer une application de traçage peut-il être réprimandé ? De même, on sait que les maladies chroniques aggravent fortement les symptômes du Covid-19 : dans quelle mesure une responsabilisation exacerbée de l'individu et une prévention radicale du risque pourraient conduire à blâmer des comportements à risques chroniques ? Pour faire un point de comparaison, l'historien suédois Lars Tragardh¹⁷⁵ décrit dans un article le principe de « liberté sous responsabilité » qui animerait les citoyens suédois et aurait permis de ne pas confiner la population. Ce type de pratique est-il transposable ou le contexte politique, social et culturel est-il trop différent ?
- **Jusqu'où s'attarder sur la responsabilité ?** Par exemple, si un EHPAD est infecté malgré le port du masque par la venue d'une famille en transport en commun, la responsabilité est-elle du côté du directeur ? du personnel de santé ? de la famille ? des services de transport ? du gouvernement ? de personne, puisqu'il s'agit d'un concours de circonstance certes dramatique ? Nicolas Rousselier invite à réfléchir à ce titre sur la tentation de vouloir « rendre des comptes » systématiquement en période de crise¹⁷⁶.

175. https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/10/lars-tragardh-la-suede-lutte-contre-la-pandemie-a-travers-la-liberte-sous-responsabilite_6036233_3210.html

176. <https://aoc.media/analyse/2020/04/15/de-14-18-au-coronavirus-la-democratie-comme-reglement-de-comptes/>

QUESTIONNEMENTS POUR L'ACTION PUBLIQUE

Plus qu'une rupture immédiate dans la manière de faire l'action publique, la crise sanitaire s'apparente, à ce stade, à un **catalyseur qui bouscule et amplifie des tendances déjà présentes sur la manière de décider et appliquer des politiques publiques**. Déjà avant, nous avons constaté une défiance généralisée, le fait que les choix ne s'imposaient plus, et qu'en même temps, les citoyens étaient en attente d'actes.

Plutôt que de faire table rase du passé, nous proposons donc de reprendre les clés de lecture étayées dans une précédente note¹⁷⁷ qui proposaient déjà trois conditions de la légitimité de l'acteur public –la justice sociale, le faire ensemble, l'efficacité–, en réactualisant ces réflexions dans un contexte d'épidémie. Il s'agit ici de réflexions à chaud, avec un recul assez faible.

Enfin, cette partie conclura sur quelques entrées thématiques peu abordées jusqu'alors dans cette note.

à retenir



- Un principe d'équité, au nom de la justice sociale, devra être pris en compte dans les mesures de relance ou dans l'adaptation d'un service public « dégradé » aux mesures de distanciation physique. D'autres thèmes comme la rémunération des travailleurs essentiels pourront s'imposer dans les prochains mois.
- Cependant, la question de la justice ne se réduit pas à l'équité : les sentiments d'injustices, qu'ils reposent sur des faits objectifs ou sur des perceptions, sont multiples en période de crise. Il semble utile de s'intéresser à ces sentiments afin de ne pas creuser la défiance envers l'acteur public.
- Le « faire-ensemble », au sens d'une implication des citoyens dans l'élaboration et la décision publique, est bouleversé par les conditions de crise (distanciation physique).
- On peut imaginer que les concertations classiques passeront au second plan par rapport à la crise sanitaire jugée plus « urgente », mais on voit par la même occasion que la crise fait émerger une volonté de s'impliquer dans la vie publique, à travers des démarches nationales et locale de participation s'appuyant sur le numérique. Les formes d'implication citoyenne semblent donc se renouveler, notamment via les outils numériques.
- L'efficacité de l'action semble être une valeur cardinale en période de crise sanitaire, mais les critères d'évaluation des risques associés (sanitaire, économique, psychique, sociale) créent des controverses.

177. « Environnement, inclusion sociale, démocratie : trois enjeux qui challengent la légitimité de la métropole », DPDP, juillet 2019 : <https://www.millenaire3.com/texte-d-auteur/Environnement-inclusion-sociale-democratie-trois-enjeux-qui-challengent-la-legitimite-de-la-Metropole>

➔ JUSTICE SOCIALE : PRENDRE EN COMPTE LE BESOIN D'ÉQUITÉ ET L'EXPRESSION DES SENTIMENTS D'INJUSTICE DANS LA RELANCE

Un premier critère qui fonde la légitimité de l'action est la justice perçue ou réelle des mesures appliquées. Comme évoqué précédemment (section II 2 en particulier), la crise sanitaire s'est manifestée par un renforcement des inégalités entre classes sociales et territoires¹⁷⁸. **Cette situation appelle à une réelle prise en compte de la justice sociale**¹⁷⁹ dans le déconfinement, au sens de mesures d'équité pour réduire les inégalités et répondre aux besoins fondamentaux des populations les plus touchées.

Mais la question de la justice ne se réduit pas à la réduction des inégalités : les sentiments d'injustice ont aussi fait l'objet d'une profusion pendant le confinement, qu'ils soient fondés sur des inégalités ou des problèmes objectifs ou non. Ce sujet renvoie moins à la réduction des inégalités qu'au renforcement de la défiance au sein de la société française. Sur ce point, pour faire court, on ne compte plus les indignations orales ou par tweet, faites par chacun ou son entourage, qui traquent le non-respect du confinement de telle ou telle personne ou population ; qui critiquent les défaillances dans la gestion de la crise (que ces critiques soient formulées à tort ou à raison) ; qui dénoncent les violences policières ou au contraire accablent l'irresponsabilité des individus ; qui mettent en comparaison chaque dépense liées à la relance au regard d'autres dépenses réalisées ou justement non faites, etc. Pour reprendre François Dubet¹⁸⁰ (déjà cité dans la section II 2) :

☞ *Dans un scénario du pire, on peut toujours imaginer que les inégalités se multiplient : pourquoi cette région plus que celle-là, pourquoi des masques ici et pas là... ? Alors que les "vieilles" inégalités de classes avaient une expression politique, les inégalités multiples sont vécues comme des épreuves personnelles privées d'expressions collectives, elles s'individualisent et se multiplient sans s'agréger»*



Cette multiplication des sentiments d'injustice a des implications très concrètes pour l'acteur public. Pour résumer, **chaque décision sera contestée et regardée à l'aune de plusieurs principes de justice contradictoires : le mérite, l'équité, le besoin...**

Plus précisément, l'acteur public sera probablement interpellé dans les prochaines décisions qu'il prendra sur le critère de justice, comme en témoignent les questions suivantes :

- **Quelle sera la prise en compte des vécus individuels dans les choix à venir ?**

Le confinement marquera sans contexte nombre de personnes, qu'elles aient été directement ou indirectement touchées par la crise, et quel que soit le domaine (santé physique ou psychique, travail, loisir, famille...). Or, le mécanisme de comparaison est fort pour fabriquer des sentiments de justice et d'injustice. Compte tenu de la sensibilité de la situation vécue et à venir, il est fort à parier que l'on verra apparaître dans les prochaines semaines une concurrence des récits de confinement qui entachera nécessairement chaque décision publique (« pourquoi les aider eux et pas moi ? », « pourquoi ce sont toujours les mêmes qui profitent d'aide alors que pour une fois, je suis en difficulté ? », « pourquoi les plus riches ne paient pas alors qu'ils ont moins souffert ? »). Quelle va être la prise en compte de ces sentiments qui s'expriment ? Comment répondre au besoin de catharsis face à une expérience traumatique du confinement chez bon nombre de personnes ?

178. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/11/coronavirus-les-inegalites-tuent-aujourd-hui-en-seine-saint-denis_6036299_3232.html

179. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-deconfiner-de-facon-juste-1198437>

180. <https://acteursdeleconomie.latribune.fr/debats/2020-04-06/francois-dubet-l-epreuve-du-confinement-revele-des-inegalites-qui-peuvent-devenir-haine-844301.html>



- **Au nom de quels critères objectifs – parmi lesquels la justice – s’appuie toute mesure de relance ?**

Il est vraisemblable que tous les secteurs ne seront pas soutenus de la même manière, selon leur capacité de *lobbying* ou les emplois à la clé. L’enjeu sera dès lors de savoir de quelle part du gâteau chaque secteur sera en mesure de bénéficier, et qui paiera à la fin les dépenses supplémentaires liées à la relance. Ne pas prendre en compte le critère de justice peut s’avérer problématique pour les collectivités, qui occulteraient l’image des mesures adoptées, même avec bonne foi, pour relancer l’activité. À l’inverse, tout choisir au nom du seul principe de justice peut mener à des choix contre-productifs d’un point de vue économique.

- **Quelle prise en compte du critère de justice dans un fonctionnement de service public « dégradé » ?**

Le respect de la distanciation sociale va nécessairement amener à mettre en place un service public dégradé : moins de visites pour les services sociaux, diminution du nombre de transport ou du nombre maximum de personnes, réaménagement de l’espace public... L’efficacité et la sécurité seront nécessairement des principes fondamentaux de cette mise en œuvre, mais la prise en compte des sentiments d’injustice peut également s’avérer payante, sans quoi l’acteur public peut donner l’impression d’un service public à deux vitesses : un service adapté plus sécurisé mais touchant moins de personnes vs une option minimale pour tous mais moins sécurisée (pour grossir les traits afin de montrer le sentiment d’injustice qui va probablement s’exprimer : une piste cyclable aménagée pour le centre vs des transports en commun bondés en banlieue ; ou encore un « deux poids deux mesures » entre les métiers exposés et les télétravailleurs¹⁸¹). Cela pose des questions très concrètes : pourquoi est-ce juste de maintenir le trafic de telle ligne de transport en commun au maximum et pas telle autre (et sous quelles conditions) ? Pourquoi est-ce juste de maintenir des marchés à tel endroit et pas à un autre ? Pourquoi est-ce juste de faciliter les files d’attente pour des commerces (donc une activité privée) au détriment de la circulation (dans un espace public non privatif) ? Sur ces points, il n’y a pas de réponse généraliste, la doctrine s’effectue selon les réalités locales et les principes que l’acteur public souhaite mettre en place.

- **Quelle reconnaissance « juste » du risque propre à chaque métier ?**

Dans les débats sur la valeur du travail essentiel (voir III, tendance 4), on retrouve aussi la question de la proportionnalité de la rémunération par rapport au risque occasionné. On retrouve ici le principe d’équité de la justice sociale. François Dubet¹⁸² l’explique de la manière suivante : « (...) *l’universalité du risque et l’impératif de solidarité obligeront à s’interroger sur la justice des inégalités. Est-il juste qu’une aide-soignante, un routier, une caissière ou un livreur soient voués aux bas salaires et à la précarité quand on sait désormais que leur travail est tellement vital ? À l’opposé est-il juste que les très hauts revenus soient totalement déconnectés de "l’utilité sociale" du travail accompli ?* ».

➔ LE FAIRE-ENSEMBLE : QUELLE PLACE À L’INDIVIDU OU AU CITOYEN ?

La légitimité de l’action repose également sur l’implication plus ou moins forte des citoyens/usagers¹⁸³ : sur ce sujet, une décision peut s’appuyer sur le simple principe de la représentativité (auquel cas c’est le vote qui légitime l’action), ou bien sur une prise en compte effective et technique des points de vue (via un processus de consultation), ou encore sur une participation réelle des usagers-citoyens dans une « co-production » de l’action publique. Ne pas prendre en compte ce faire-ensemble, à ses degrés divers, peut courir le risque de faire passer des mesures jugées comme « technocrates », limiter leur appropriation, voire renforcer la défiance.

Dans le contexte de crise sanitaire, ce faire-ensemble semble bouleversé à plusieurs égards :

181. Pour reprendre l’exemple cité par Chloé Morin : <https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/coronavirus-la-question-de-la-justice-sociale-va-simposer-au-coeur-du-debat-selon-chloe-morin-1192715>

182. <https://acteursdeleconomie.latribune.fr/debats/2020-04-06/francois-dubet-l-epreuve-du-confinement-revele-des-inegalites-qui-peuvent-devenir-haine-844301.html>

183. On réduit ici la question du processus démocratique à celle de la participation citoyenne : il y aurait pourtant beaucoup à dire sur l’exercice démocratique en temps de crise, exercé par le gouvernement, l’Assemblée nationale et le Sénat, mais aussi le rôle de la justice, etc. Ce sujet dépasse néanmoins l’ambition de cette note.

- **Un report *sine die*** : le faire-ensemble au sens d'une coproduction de l'action publique avec l'implication active des citoyens-usagers est fragilisé par les mesures de distanciation sociale et par la nécessaire réorganisation temporaire des services de l'administration pour maintenir la continuité de services publics « dégradés ».
- **L'expert scientifique d'abord** : la valorisation de la parole scientifique s'accompagne, d'une certaine manière, d'une mise à l'écart d'autres formes d'expertise : expertise d'usage, expertise des malades qui ont connu le Covid-19 et savent décrire leur vécu... C'est en ce sens qu'il y a eu des appels à une science ouverte et collaborative, et à mettre en discussion l'expertise¹⁸⁴, des pratiques qui ne sont certes pas inexistantes, mais qui ont été mises en comparaison au second plan face à l'urgence.
- **L'individu responsable avant tout** : dans un contexte où l'effectivité des mesures à mettre en place compte énormément, c'est à l'individu-usager qu'on a tendance à s'adresser, en l'incitant à adopter les bons comportements, plutôt qu'à un citoyen membre de l'agora qui serait partie prenante d'une démarche commune, à l'échelle d'une communauté, d'un quartier, d'une ville...

Mais dans le même temps, **on voit apparaître des initiatives multiples lors du confinement visant à renouveler les sphères de participation publique et réinventer les modèles de société**, à partir d'outils numériques à défaut de pouvoir sortir de chez soi : Le Jour d'après¹⁸⁵, #NousLesPremiers, Où atterrir¹⁸⁶... On peut également citer toutes les initiatives de solidarité locales visant à l'entraide en situation de crise, qui ne se présentent pas comme de la participation citoyenne, mais qui agissent concrètement pour l'amélioration de la vie des citoyens au quotidien.



Tout l'enjeu des mois qui suivront le déconfinement consistera à maintenir des processus de concertation, qu'ils soient associés à l'épidémie ou pas, et à arbitrer entre l'utilité de la concertation par rapport aux contraintes considérable de la période. Cela soulève plusieurs questions :

- Si la vie démocratique doit reprendre, sur des décisions qui concernent la crise sanitaire mais pas uniquement, **comment remobiliser des citoyens traumatisés** par l'expérience du confinement ? Et les intéresser à d'autres sujets que la crise, qui peuvent passer pour « moins importants » ? Toute participation doit-elle passer au préalable par un sas de décompression le temps où l'épidémie sera présente dans notre quotidien ? La question d'une écoute sincère, qui prenne le temps de la relation humaine, sera primordiale dans ce contexte.
- Quelles seront les **formes de mobilisation**, qu'elles soient institutionnelles (participation citoyenne, sprint créatif...) ou issues de la société civile¹⁸⁷ (manifestations, etc.) à l'heure de la distanciation physique ?
- Les **outils numériques** peuvent constituer une alternative assez robuste pour éviter le rassemblement de personnes dans des lieux fermés, même si l'on en connaît les limites (fracture technologique et d'usage, problème de littératie numérique). Comment déployer ces solutions de manière efficace sans exclure trop de publics ?
- Sous quelles formes peut s'organiser un **partage de l'expertise scientifique** associant les individus et leur expertise ? Un comité scientifique ouvert ? Des plateformes numériques de partage d'expérience ? Compte tenu du fait que la connaissance scientifique se construit dans le temps, il y aurait des limites à ériger l'expert scientifique comme une figure incontestable : comment justement mettre en dialogue cette évolution des savoirs et leurs impacts sur le quotidien des usagers ?
- Jusqu'à quel point peut-on **ouvrir l'expertise technique à l'expertise d'usage** dans la gestion de l'épidémie (partage d'information, transparence des processus de décision et des choix) ? Même si la demande paraît en tout point louable et peut rapprocher les citoyens de la technostructure, comment concilier cette exigence avec les contraintes multiples de services techniques déjà très occupés, et qui ont des obligations de résultats dans des délais très courts en période de crise ?

184. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/26/coronavirus-nous-assistons-a-une-veritable-faillite-de-notre-democratie-sanitaire_6034459_3232.html

185. <https://lejourdapres.parlement-ouvert.fr/>

186. <https://ouatterrir.medialab.sciences-po.fr/#/>

187. <https://reporterre.net/Confine-mais-pas-abattu-le-mouvement-social-s-organise>

➔ L'EFFICACITÉ DE L'ACTION : L'EFFICACITÉ AVANT TOUT, MAIS SOUS QUELS CRITÈRES ?

La crise sanitaire et économique pose avec acuité la question de l'efficacité des mesures mises en œuvre, en particulier dans leur capacité à juguler une nouvelle épidémie ou à éviter une crise économique majeure.

L'importance accordée au critère de l'efficacité n'est pas nouvelle : peu de temps avant le confinement, un Baromètre de la confiance politique du Cevipof¹⁸⁸ confirmait des résultats antérieurs, et montrait que 41 % des enquêtés sont d'accord avec la proposition selon laquelle « En démocratie, rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie, mais plus d'efficacité ». Au mois d'avril 2020 dans une nouvelle enquête, les mêmes personnes réinterrogées étaient d'accord à 44 %¹⁸⁹. Pour le chercheur Luc Rouban, il y a une corrélation entre demande d'efficacité et acceptation de mesures autoritaires... mais aussi d'un libéralisme économique. Cette situation rappelle l'essor de « démocraties illibérales » en Europe centrale.

Cette demande d'efficacité s'est logiquement exprimée dans un premier temps sur la sécurité sanitaire : arrêter au mieux la propagation pour diminuer le choc pour les services de réanimation et sauver des vies. Par la suite, l'efficacité de l'action s'est ensuite vite ouverte à d'autres critères également impactés par le confinement. L'idée n'est pas tant de réduire le débat à une dualité « sauver des vies vs sauver l'économie » comme il l'a souvent été, que de prendre en compte les risques multiples associés soit à un confinement trop brutal (risques psychologiques, décrochage scolaire, crise économique, isolement social, dépressions, etc.), soit à un déconfinement trop hâtif ou trop souple (nouvelle épidémie, mortalité supérieure, mesures liberticides en compensation, etc.). C'est tout le propos d'André Comte-Sponville¹⁹⁰ qui regrette ainsi que la finalité de l'action ne soit jugée qu'à l'aune du seul risque sanitaire :

« Il fallait évidemment empêcher que nos services de réanimation soient totalement débordés. Mais attention de ne pas faire de la médecine ou de la santé, les valeurs suprêmes, les réponses à toutes les questions. Aujourd'hui, sur les écrans de télévision, on voit à peu près vingt médecins pour un économiste ».

L'opposition entre plusieurs finalités est également regrettée par l'historien Nicolas Rousselier, qui y voit un appauvrissement de la décision publique où, quelle que soit la décision, elle sera perdante :

« La crise nous force à nous interroger sur les responsabilités et la rétro-responsabilité dans un monde où de toute façon, tout décideur sera perdant, car qu'il ait décidé dans un sens ou dans l'autre, on lui reprochera de n'avoir pas pris la bonne décision. L'indulgence et la remise en perspective temporelle d'une décision ne sont plus dans l'intelligence collective. L'après-crise verra revenir de façon probablement virulente la contestation, voire le désaveu, des institutions, des politiques et des experts. »¹⁹¹

188. https://theconversation.com/les-effets-politiques-de-lepidemie-lefficacite-contre-la-democratie-134828?utm_medium=email

189. https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/04/18/le-gouvernement-francais-a-peut-etre-deja-perdu-la-bataille-de-la-confiance_6036991_823448.html

190. <https://www.franceinter.fr/idees/le-coup-de-gueule-du-philosophe-andre-comte-sponville-sur-l-apres-confinement>

191. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-les-lecons-que-nous-ne-tirerons-pas-de-la-crise-covid-19-1199239>

La période de crise sanitaire se caractérise donc par des attentes contradictoires d'efficacité sur des finalités multiples, dans un contexte même d'incertitude. Les frustrations qui peuvent en résulter nourrissent la critique de la technocratie des pouvoirs publics, dont la promesse d'expertise se trouve en décalage avec les résultats réels ou perçus de la gestion de crise.



- **Comment cette demande d'efficacité va-t-elle évoluer dans le futur ?** Va-t-elle passer par un renforcement de l'adhésion aux idées illibérales ? Ou bien par l'idée qu'on ne peut plus rien attendre de l'acteur public et qu'il faut faire par soi-même ?
- **La demande d'efficacité des mesures dépend également de l'acceptabilité de la mort :** c'est parce que les morts associés au Covid-19 et l'incertitude liée à la maladie étaient jugés comme un danger que le confinement a été mis en place (alors que le nombre de décès plus élevé pour d'autres maladies n'est pas accompagné de mesures aussi radicales, justement parce que ces risques sont mieux acceptés, du moins banalisés). Est-ce que cette perception va évoluer dans le temps ?
- **Comment développer une notion étendue du risque qui ne se réduise pas à la seule dimension sanitaire** et inclue ainsi d'autres aspects (psychologique, économique, social) ? Comment amener à discuter de chaque risque sans les opposer, mais en les ramenant à la spécificité de chaque situation ou de chaque public (par ex., un public jeune aura un risque pour la santé moins élevé qu'une personne âgée en EHPAD) ?
- **Comment concilier l'efficacité de plusieurs acteurs et ne pas tout attendre d'un seul,** que ce soit l'État dont on devrait attendre tout via sa force de frappe, ou bien les collectifs dont les capacités de résilience et de réactivité serait l'unique solution (fabrication par soi-même de masque, débrouille) ?
- **La question de l'efficacité de l'action est corrélée à celle de la responsabilité** (l'action a-t-elle bien fonctionné et si non, qui est responsable ?), ce qui renvoie aux questionnements formulés dans la partie 3, tendance 6.
- **L'efficacité des mesures doit être appréhendée dans la durée de leur application :** on voit avec le confinement l'acceptation d'une mesure radicale mais efficace parce qu'elle est considérée comme temporaire. Cependant, d'autres actions qui privent de libertés seront nécessairement questionnées sur la durée de leur application : combien de temps est-il acceptable d'avoir une restriction de liberté ? Est-elle raisonnable par rapport au risque encouru ? N'ouvre-t-elle pas la voie à des restrictions dans la durée ou même des limitations inscrites dans le droit commun, à l'image des mesures d'état d'urgence post-attentats ?

→ QUELQUES PISTES DE RÉFLEXIONS PAR ENTRÉE THÉMATIQUE

Au cours de la troisième partie, nous avons développé plusieurs tendances qui ont permis de détailler des thématiques : économie, innovation, transition écologique, résilience territoriale via la relocalisation, métier du social et médico-social... Les entrées suivantes visent donc davantage à compléter et clore ce panorama, avec quelques autres thématiques moins abordées jusqu'à présent, sans être exhaustif (les sujets relatifs au logement, aux quartiers politique de la ville, à la culture, ne sont ainsi pas abordés malgré leur importance future). Nous proposons ici un état des lieux des questionnements qui ressortent, plus qu'une description des débats qui ont eu lieu.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La crise sanitaire a posé plusieurs questions relatives à l'aménagement du territoire pris au sens large :

- **Quel avenir pour la désirabilité de la ville ?** Au titre des questions prospectives pour lesquelles il est encore bien trop tôt de savoir si la crise sanitaire aura un effet, on retrouve celle concernant un éventuel exode urbain. Dans quelle mesure les villes vont-elles devenir moins attractives¹⁹² ? La dualité ville/campagne est-elle encore pertinente pour adresser ce questionnement ?
- **Quel impact de la densité sur la diffusion du virus ?** Si le principe même d'une propagation facilitée par la promiscuité est peu contestable, des articles¹⁹³ notent que le lien n'est pas forcément direct entre densité et propagation, certaines zones denses (Tokyo, Singapour) ayant échappé à la diffusion du virus (au moment de la rédaction).
- **Quel impact du numérique sur l'appropriation d'un territoire ?** Dans quelle mesure la digitalisation des modes de vie en période de confinement – télétravail, drive pour les courses, e-commerce, télémédecine – va-t-elle s'installer dans les pratiques des Français¹⁹⁴ ? Si elle perdure, en quoi engendrera-t-elle de nouveaux modes d'habiter un territoire ?
- **Quelle prise en compte de critères locaux et environnementaux dans la relance ?** Plusieurs rapports ont émergé pour penser la relance selon les territoires¹⁹⁵ et selon les métiers¹⁹⁶. À l'heure où on parle de relance ciblée, comment transposer des indicateurs économiques et environnementaux au territoire ? La ville d'Amsterdam¹⁹⁷ travaille avec des scientifiques britanniques pour inclure les « limites planétaires »¹⁹⁸ dans sa relance post-Covid-19, en intégrant deux seuils : le minimum pour répondre aux besoins des habitants de la ville et le maximum qui correspond aux limites planétaires.
- **Quel développement des circuits d'alimentation locaux ?** Plusieurs articles¹⁹⁹ se sont intéressés à l'enjeu de nourrir les populations en temps de crise et après, principalement à partir des ressources locales. Ce thème réactualise des réflexions anciennes sur les stratégies alimentaires territoriales.

192. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-coronavirus-tous-a-la-campagne-1193182>

193. <https://streets.mn/2020/03/24/its-not-density-thats-driving-the-american-pandemic/>

194. Voir notamment : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-symphonie-dun-nouveau-monde-1193162>

195. https://www.adcf.org/files/DOCS/2020/24042020_Crise-Coronavirus_Plan-de-relance-2020_web_HD.pdf

196. <https://www.strategie.gouv.fr/publications/metiers-temps-corona>

197. <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/08/amsterdam-doughnut-model-mend-post-coronavirus-economy>

198. Pour en savoir plus sur cette notion, voir : <https://www.millenaire3.com/ressources/Limites-planetaires>

199. https://theconversation.com/nourrir-paris-en-temps-de-crise-et-apres-135971?utm_medium=email ; https://theconversation.com/lurgence-des-systemes-alimentaires-territoriales-136445?utm_medium=email ; <https://reporterre.net/Et-si-le-coronavirus-ouvrait-la-voie-de-l-autonomie-alimentaire>.

URBANISME

Le sujet de l'urbanisme s'est largement déployé, en période de crise, autour de l'aménagement de l'espace public pour respecter la distanciation physique et diminuer les risques. Voici quelques éléments qui ressortent :

- **Quelle évolution dans la séparation entre espace public et privé ?** En regardant du côté d'autres pays, on constate qu'un certain nombre de villes s'interrogent sur la place à accorder aux familles confinées dans de petits appartements au sein de zones urbaines denses. Ainsi, une élue de Toronto²⁰⁰ propose d'interdire certaines rues aux voitures pour laisser plus d'espace entre des individus qui investiraient les routes, avec l'argument suivant : « *Nous avons encouragé (ces résidents) à vivre au centre-ville pour éviter l'étalement urbain, nous avons dit que cela allait être votre espace de vie (...) les rues sont à vous, nous devons juste repenser maintenant ce que permet notre infrastructure en cette période de crise sanitaire* ». Est-ce que ce type de considération arrivera dans le futur en France ? Cette réflexion est-elle un moyen de concilier confinement et mesures sociales, ou va-elle au contraire renforcer les inégalités entre territoires et sentiments d'injustice ? Plus largement, quels seront les acteurs publics et privés, gratuits ou payants, qui seront en charge des espaces publics et d'éventuels mobiliers urbains adaptés à une pandémie ?
- **Quelle mise en œuvre concrète de l'urbanisme tactique²⁰¹ ?** Plusieurs articles s'interrogent sur cette mesure visant à respecter la distanciation physique avec les usages multiples de l'espace public²⁰² (en particulier la mobilité). Dans une approche centrée sur le design des politiques publiques, le collectif AutrementAutrement²⁰³ propose huit pistes de travail pour réussir à appliquer la distanciation physique dans l'espace public :
 1. Trouver des manières de concilier "distanciation physique" et "rapprochement social".
 2. Allouer l'espace public prioritairement aux moyens de se déplacer les moins "spatiovore".
 3. "Faire" la place qui nous permettra d'imaginer et d'accueillir des formes nouvelles de sociabilité, aujourd'hui difficiles à cerner précisément.
 4. Compenser l'affaiblissement radical des espaces "intérieurs" de sociabilité.
 5. Équilibrer surfaces fluides et volumes flânales.
 6. Articuler l'intelligence micro-locale et la cohérence métropolitaine.
 7. Penser soigneusement les formes de ces espaces publics : "quick", mais pas "dirty".
 8. Transformer vite les espaces publics...de façon inclusive.
- **Comment concilier ville saine et ville verte ?²⁰⁴** En effet, des mesures voulant limiter au maximum tout risque de contamination pourraient amener à remettre en cause certains principes du développement durable. Pour prendre deux exemples :
 - sur la mobilité, la volonté de distance physique peut se traduire par « un retour irréversible de la suprématie de la voiture individuelle »²⁰⁵ ;
 - sur la nature en ville, la crainte de contaminations peut amener à revoir la copie de bien des projets. Le chercheur Didier Sicard et le maire de Neuilly-sur-Seine²⁰⁶

200. <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-toronto-vancouver-look-into-closing-roads-to-traffic-to-create-space/>

201. https://theconversation.com/sinspirer-de-lurbanisme-tactique-pour-adapter-les-villes-a-la-distanciation-sociale-136642?utm_medium=email

202 <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/pistes-cyclables-temporaires-bannissement-des-voitures-les-grandes-villes-sadaptent-au-coronavirus-1190262>

203 <https://autrementautrement.com/2020/04/21/demain-maintenant-lespace-public/>

204 <https://aoc.media/analyse/2020/04/16/les-villes-dans-la-pandemie/>

205 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/26/toutes-les-conditions-sont-reunies-pour-un-retour-irreversible-de-la-suprematie-de-la-voiture-individuelle_6037800_3232.html

206 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/08/urbanisme-mettre-la-nature-en-ville-est-une-promesse-dangereuse_6035989_3232.html

partent du constat que la densification urbaine amplifie les risques de contamination lorsqu'on importe une nature « exotique » implantée artificiellement et posent la question suivante : « *Mettre la nature en ville est une promesse dangereuse. Nous en faisons l'expérience. Nous devons impérativement changer la relation qui nous lie à la nature. Car "métropolisation" et "envie de nature" risquent d'accélérer les déflagrations écologiques* ». Est-ce que la réflexion sur la nature en ville peut prendre en compte la balance entre les avantages et les risques issus de la biodiversité animale et végétale ? La crainte de voir ressurgir des virus ne va-t-elle pas amener à uniformiser ces espaces, et donc à les appauvrir ?

SOCIAL ET MÉDICO SOCIAL

La crise sanitaire est évidemment au cœur du travail social et médico-social. Parmi les questionnements prospectifs, on peut noter :

- **Comment accompagner au mieux les publics affectés par le confinement ?** Le sujet peut autant être sur les nouvelles formes de pauvreté (restaurateurs, entrepreneurs, etc.) vis-à-vis de publics qui ne sont pas habitués aux procédures habituelles de l'assistance ; mais aussi sur les citoyens dans leur ensemble qui pourront sortir traumatisés du confinement et auront besoin de s'exprimer, voire d'un accompagnement social ou médico-social.
- **Comment ne pas limiter l'action vis-à-vis des personnes fragiles à une simple mission de « sauver les vies » ?** On voit que cette nécessité demeure, mais que les conséquences en termes d'isolement sont loin d'être négligeables²⁰⁷. Ce sujet pose des questions éthiques et pratiques fondamentales qu'il faudra instruire, et qui sont à lier à d'autres débats sur la dignité de nos aînés²⁰⁸. Comment quantifier ces impacts ? Est-il acceptable de prioriser un critère par rapport à un autre et sur quel principe ? Doit-on laisser le soin aux personnes de choisir elles-mêmes ?
- **Comment ne pas confondre distanciation physique avec réduction du lien social ?**²⁰⁹ Les nouvelles formes de relations sociales qui prennent en compte les gestes barrières sont à construire.
- **Quelle reconnaissance du travail des personnels soignants ainsi que des aidants,** et notamment de l'impact considérable sur leur santé physique et mentale²¹⁰ ?
- **Verra-t-on émerger de nouveaux modèles de solidarité ?** Aux solidarités informelles spontanées (#PourEux Lyon) et formelles (via le travail de terrain des associations²¹¹, ou via l'acteur public avec Jeveuxaider.gouv.fr ou Appart Solidaire) s'ajoutent des initiatives comme celle de Blablacar utilisant son savoir-faire en matière d'intermédiation et son réseau de contact pour proposer la plateforme « Blablhelp »²¹². Sans présager de la suite de ce type d'initiative, on peut imaginer que des modèles économiques liés à la « socialtech » pourront s'affirmer dans les prochains mois ou années. Cela posera nécessairement des questions (force de frappe de ces plateformes, impact de la monétisation de services autrefois gratuits, etc.).

207 <https://www.lejdd.fr/Societe/coronavirus-limpact-du-confinement-sur-les-personnes-agees-et-handicapees-3957825>

208 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/13/la-situation-actuelle-des-ehpad-est-un-veritable-scandale-d-etat_6036433_3232.html

209 https://theconversation.com/maintenir-la-distance-tristesse-a-venir-dune-socialite-sans-contacts-135736?utm_source=linkedin&utm_medium=bylinelinkedinbutton

210 <https://aoc.media/analyse/2020/04/20/le-poids-des-emotions-la-charge-des-femmes/>

211 <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-notre-societe-a-besoin-de-davantage-de-solidarite-de-proximite-1199463>

212 <https://www.ladepeche.fr/2020/04/16/coronavirus-blablhelp-la-nouvelle-application-lancee-par-blablacar-pour-aider-ses-voisins-pendant-le-confinement,8849421.php>

ÉDUCATION

La crise sanitaire a réactualisé deux sujets vis-à-vis de l'éducation : l'usage pertinent du numérique et l'enjeu du décrochage scolaire.

- **Le numérique éducatif** : la situation de confinement a popularisé la notion de « nation apprenante »²¹³, en même temps qu'elle a amené à utiliser massivement le numérique pour l'éducation des enfants²¹⁴. Sur ce sujet, chaque collectivité pourra faire le bilan des effets sur son territoire. En termes prospectif, comment en faire le bilan ? jusqu'où généraliser ces pratiques même en dehors des périodes de crise sanitaire ? Quel peut-être l'impact de l'usage d'outils numériques ou de normes de distanciation physique dans l'aménagement des salles de classe et des locaux ?
- **Le décrochage scolaire** : comment la reprise « en mode dégradé » du service public peut-il se faire de façon à réduire le décrochage scolaire, sans pour autant que cela se traduise par une mise en danger des personnes concernées ?

NUMÉRIQUE

Le numérique a été omniprésent dans le confinement, que ce soit son utilisation pour le travail à distance, dans l'intermédiation de solutions d'entraide au niveau territorial²¹⁵, pour maintenir des relations sociales ; ou bien dans sa capacité à traquer la maladie et réduire la propagation. Plusieurs réflexions émergent de ce sujet :

- **Quelle forme prendra la ville intelligente post-Covid ?** Plusieurs modèles émergent de la crise : plateforme ouverte de partage des bonnes pratiques ou d'information (ouverture de commerces etc.), utilisation d'une application numérique pour détecter les malades et prévenir son entourage²¹⁶, traçage des comportements qui ne respectent pas le confinement ou les normes de distanciation physique²¹⁷, modélisation de la propagation du virus ou les comportements²¹⁸... Ces multiples initiatives donnent les contours d'une ville intelligente en pleine pandémie. Quel modèle la collectivité souhaite-t-elle promouvoir ?
- **Quelle souveraineté dans l'usage des services et outils numériques ?** L'utilisation massive du numérique pendant la période de confinement a pu inquiéter, que ce soit dans les risques cyber pour les entreprises et administrations qui ont dû travailler à distance sans avoir les outils adéquats (risque de fuite de données) ou dans le pouvoir que ce recours au numérique confère à des acteurs déjà puissants : Amazon, Google, etc. La France s'est ainsi distinguée d'autres pays dans sa méfiance à passer par ces acteurs pour lutter contre la pandémie. La question se pose évidemment au niveau national mais elle a son implication au niveau local : qu'est-ce que les collectivités peuvent entreprendre à ce sujet ? Jusqu'où doivent-elles promouvoir et financer (individuellement ? collectivement ?) des solutions alternatives ?

213 <https://www.millenaire3.com/Interview/Nation-Apprenante-de-quoi-parle-t-on>

214 <https://reporterre.net/L-ecole-confinee-laboratoire-du-monde-numerique> ; https://theconversation.com/les-systemes-educatifs-sont-en-crise-partout-sur-la-planete-voici-comment-ils-se-releveront-135377?utm_medium=email

215 <https://aide-covid.grandlyon.com/>

216 <https://www.economist.com/briefing/2020/03/26/countries-are-using-apps-and-data-networks-to-keep-tabs-on-the-pandemic?fsrc=newsletter> ; voir aussi pour une typologie légèrement différente <https://linc.cnil.fr/fr/coronoptiques-14-dispositifs-de-surveillance-et-gestion-de-lepidemie>

217 Les technologies peuvent être au service de cet objectif, comme à Cannes où les caméras peuvent détecter le port du masque : <https://usbeketrica.com/article/covid-19-a-cannes-des-cameras-reperent-automatiquement-le-port-du-masque>

218 https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/03/26/confinement-plus-d-un-million-de-franciliens-ont-quitte-la-region-parisienne-en-une-semaine_6034568_4408996.html

- **Vers une redéfinition de la liberté individuelle et de la place du numérique dans cette liberté ?**²¹⁹ Si la restriction majeure de libertés a été acceptée par la population en période de confinement, essentiellement jugée pour son caractère efficace et temporaire, quelles restrictions seront acceptées à des horizons plus lointains et quelle place donnera-t-on au numérique dans l’outillage de cette restriction ? La collectivité locale doit-elle s’emparer du sujet et faire dégager un consensus local sur les bonnes mesures à adopter ? Une telle initiative permet-elle de mieux accompagner les mesures de prévention, ou va-t-elle créer au contraire des écarts entre territoires plus ou moins restrictifs ?
- **Le tout numérique sera-t-il inclusif ?** Le recours faute de mieux à un travail chez soi (sans respecter nécessairement les règles du télétravail) en période de confinement interroge sur l’accélération de la place du numérique dans les usages des entreprises et des administrations. Ce sujet renvoie aux débats bien connus sur le numérique inclusif et sur le risque de difficultés d’usage par les travailleurs ou bien la crainte qu’une dématérialisation trop forte entraîne un non-recours chez nombre d’habitants. Dans quelle mesure cette tendance va-t-elle être renforcée par la crise ? Comment la pallier ?

219 Pour un aperçu des différents points de vue à ce sujet, en particulier les critiques, voir : <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/andrew-mcafee-il-y-a-dix-ans-la-situation-aurait-ete-bien-pire-1189452> ; https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/06/big-data-si-la-crainte-d-une-violation-de-la-vie-privee-est-raisonnable-se-priver-d-un-outil-dont-on-peut-limiter-les-exces-ne-l-est-pas_6035726_3232.html ; <https://usbeketrica.com/article/a-taiwan-la-civic-tech-en-premiere-ligne-face-a-l-epidemie> ; <https://usbeketrica.com/article/a-taiwan-la-civic-tech-en-premiere-ligne-face-a-l-epidemie> ; https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/10/l-urgence-ne-doit-pas-devenir-pour-les-geants-du-numerique-l-occasion-de-prendre-un-trop-grand-pouvoir_6036260_3232.html ; <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/tracage-numerique-une-fois-le-rubicon-franchi-il-sera-trop-tard-20200409> ; https://www.liberation.fr/debats/2020/04/05/la-revolution-virale-n-aura-pas-lieu_1784260

WWW.

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MILLENAIRES.

COM